

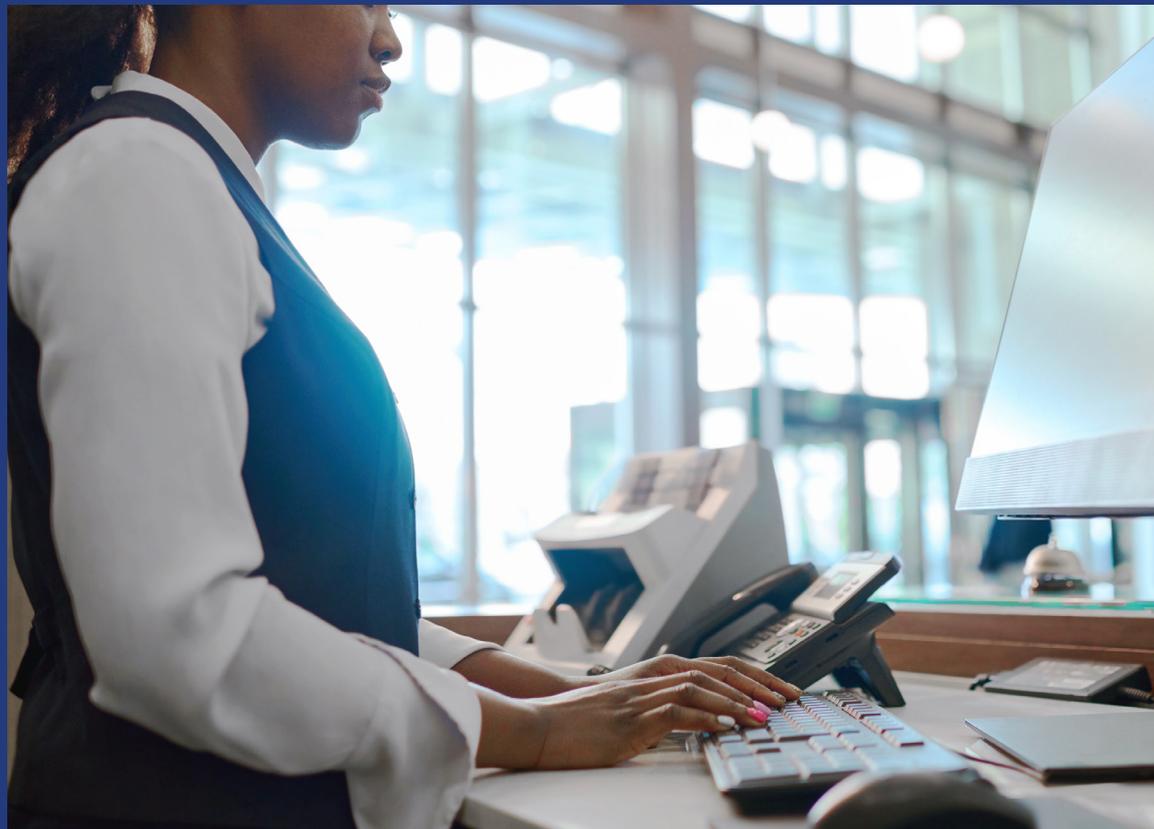


**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale  
du Trésor**

# Évaluation de la contribution financière dans quatre fonds et initiatives accordée au titre de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique



**2024**

### **Conception et rédaction**

Direction générale du Trésor

### **Équipe d'évaluation / Evaluation Team**

Évaluation réalisée par EY

pour la direction générale du Trésor :

The evaluation was carried out by Pluricité



Christina CASTELLA (Associée, Cheffe de projet)  
Jérémie NONE (Manager, adjoint à la Cheffe de projet)  
Marjana EL HARRADE (Évaluatrice Senior)  
Arnaud LAABAN (Expert Senior)

Rapport remis en avril 2024

### **Graphisme**

Secrétariat général  
Sircom

### **Crédit photo**

©Adobe Stock

Avril 2024

# Sommaire

<b>Avertissement</b>	<b>2</b>
<b>Avant-Propos</b>	<b>3</b>
<b>Partie 1</b>	
Évaluation de la contribution financière dans quatre fonds et initiatives accordée au titre de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique	5
<b>Le mandat de l'évaluation</b>	<b>7</b>
<b>Principales conclusions de l'évaluation</b>	<b>10</b>
<b>Recommandations</b>	<b>19</b>
Evaluation of France's financial contribution to four funds and initiatives in the field of Digital Financial Inclusion of Women in Africa	27
<b>The mandate of the evaluation</b>	<b>29</b>
<b>Main conclusions from the evaluation</b>	<b>32</b>
<b>Recommendations</b>	<b>41</b>
<b>Partie 2</b>	
Réponses de la direction générale du Trésor aux recommandations du consultant	47
<b>Composition du groupe de référence</b>	<b>53</b>

## Avertissement

Les évaluations publiées par le ministère chargé de l'Économie et des Finances ont pour objectif de rendre compte des activités d'aide au développement avec impartialité et d'améliorer leur efficacité. Ces évaluations sont conduites conformément aux principes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans le respect de la Charte de la Société française de l'évaluation. Les appréciations, observations et recommandations exprimées dans la présente évaluation le sont sous la seule responsabilité des consultants qui l'ont réalisée et ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel du ministère.

## Avant-Propos

L'Afrique connaît une croissance économique significative mais de nombreux défis persistent, notamment l'accès limité aux services financiers pour une grande partie de la population et en particulier les femmes.

À la suite des propositions du rapport de la Fondation Bill & Melinda Gates appelant à la mise en place d'un Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (PG7), la France finance depuis 2020 quatre initiatives multilatérales pour promouvoir l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique. Ces initiatives permettent d'agir sur plusieurs leviers : l'identification digitale, les infrastructures de paiement, la réglementation et la recherche.

L'évaluation visait principalement à établir un bilan des fonds engagés sur la période 2020-2022, dont 25 M\$ par la France, dans le contexte du renouvellement de l'enveloppe pour la période 2023-2025, et à savoir si les actions menées ont été pertinentes pour la mise en œuvre des priorités françaises en matière d'égalité femmes/hommes. La démarche proposait également une visée prospective, en formulant des recommandations.

D'après les auteurs du rapport, les quatre fonds intègrent bien les enjeux de genre dans leur stratégie et leurs activités à destination des institutions qu'ils accompagnent et les premiers résultats suggèrent que les fonds contribueront au renforcement de l'inclusion financière numérique des femmes bénéficiaires de ces programmes en Afrique.

Cependant, des disparités de genre persistent et les actions soutenues dans le cadre du PG7 interviennent en effet peu sur les freins socio-économiques et psychologiques de la demande auxquels sont confrontés les femmes en Afrique. Le rapport pointe la faible représentation de la société civile dans la gouvernance des fonds (à l'exception de l'APA, Accélérateur de politiques pour l'Afrique, de l'UNCDF). Par ailleurs, la synergie entre les différents fonds et la complémentarité des actions financées pourraient être améliorées au niveau local.

Dans ces conditions, les auteurs proposent notamment de soutenir une mobilisation accrue des organismes de société civile (ex. : communautés de femmes *leaders*) et d'inciter les fonds/initiatives à renforcer leur expertise interne sur la question du genre. Le rapport préconise aussi d'encourager le PG7 à renforcer ses efforts d'articulation et de coordination au niveau pays.

Au total, il apparaît donc que l'inclusion financière numérique des femmes passe aussi et peut être surtout par leur participation à la définition des programmes et outils mis à leur disposition.

### **Florence ARESTOFF**

Maître de conférences en économie, membre du LEDa  
(Laboratoire d'Économie de Dauphine)  
Présidente du Groupe de référence de l'évaluation de la  
contribution financière dans quatre fonds et initiatives pour  
l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique



# PARTIE 1

# ÉVALUATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DANS QUATRE FONDS ET INITIATIVES ACCORDÉE AU TITRE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE

## REMERCIEMENTS

L'équipe EY Consulting remercie l'ensemble des parties prenantes interrogées pour leur disponibilité et la qualité de leurs contributions qui ont facilité la conduite de cette mission et l'élaboration de cette évaluation.

Des remerciements particuliers sont adressés aux membres du Groupe de référence, à l'Unité d'évaluation des activités de développement (UEAD), le bureau de l'Aide publique au développement (Multifin5) de la DG Trésor, ainsi qu'aux acteurs rencontrés dans le cadre des études de cas pays (Éthiopie, Nigéria et Sénégal).

## PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES

<b>AFAWA</b>	Affirmative Finance Action for Women in Africa
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>APA</b>	Accélérateur de politiques africaines
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CEMAC</b>	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
<b>CICID</b>	Comité interministériel de la coopération international et du développement
<b>DGT</b>	Direction générale du Trésor
<b>DigiFI</b>	Identification digitale et initiatives financières
<b>ETI</b>	Entreprises de taille intermédiaire
<b>FSOF</b>	Fonds de soutien aux organisations féministes
<b>ID4D</b>	Initiative d'identification pour le développement de la Banque mondiale
<b>IRD</b>	Institut de recherche et développement
<b>J-PAL</b>	Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jamel Poverty Action Lab
<b>PG7</b>	Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique
<b>OSC</b>	Organisation de société civile
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>SIA</b>	Secure Identity Alliance
<b>SDSN</b>	Solutions de réseau de développement durable des Nations unies
<b>UNCDF</b>	Fonds de développement de capitaux des Nations unies
<b>UNSDSN</b>	Réseau de solutions pour le développement durable
<b>UNSGSA</b>	Secrétariat général des Nations unies pour la promotion de services financiers accessibles
<b>WDFI</b>	Women's Digital and Financial Inclusion
<b>WURI</b>	West Africa Unique Identification for regional Integration and Inclusion

# Le mandat de l'évaluation

## OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

La Direction générale du Trésor (DG Trésor) a commandité une évaluation de la contribution financière de la France dans quatre fonds et initiatives accordée dans le cadre du Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (PG7)<sup>1</sup>:

- **l'initiative d'identification pour le développement (ID4D) portée par la Banque mondiale** qui vise à permettre à tous les individus d'accéder aux services et d'exercer leurs droits grâce à des systèmes d'identification et d'enregistrement civil inclusifs et fiables;
- **le fonds de Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique (ADFI) de la Banque africaine de développement**, qui vise à catalyser un développement des infrastructures en tenant compte l'égalité des sexes;
- **l'accélérateur de politiques pour l'Afrique (APA) de l'UNCDF**, qui vise à combler les lacunes réglementaires et politiques en matière d'inclusivité des services financiers numériques;
- **l'Initiative financière d'identification digitale (DigiFI)** l'un des principaux programmes du **laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL)**, qui finance et développe la recherche sur les effets des politiques numériques sur l'autonomisation des femmes.

Cette évaluation a poursuivi trois objectifs:

- **établir un bilan** de l'argent dépensé sur la période 2020-2022 concernant l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique;
- **un objectif rétrospectif**: évaluer la contribution financière à partir de trois critères d'évaluation (pertinence, cohérence et efficacité) en s'intéressant en particulier aux sous-objectifs suivants:
  - apprécier la pertinence des financements pour la mise en œuvre des priorités françaises en matière d'égalité femmes-hommes et le ciblage de l'Afrique (et plus particulièrement les pays prioritaires);
  - évaluer la cohérence entre ces financements (synergies de façon générale, au niveau des pays et des initiatives entre elles);
- **un objectif prospectif**: éclairer la nouvelle répartition financière à partir de 2024.

## TRAVAUX RÉALISÉS

Les réponses aux questions évaluatives et les conclusions de l'évaluation sont le résultat d'une triangulation de données issues de différents travaux qui ont permis de réaliser près de 80 entretiens avec 110 personnes au total, au travers d'une démarche évaluative structurée autour de trois grandes phases, déployée entre mi-juillet 2023 et mars 2024, incluant:

(1) Rapport de redevabilité UNSDSN 2022, septembre 2022.

- **une phase de lancement et de cadrage;**
- **une phase de collecte de données et premières analyses** avec des entretiens à/ depuis Paris (gestionnaires des fonds/initiatives, administrations françaises suivant les priorités géographiques et thématiques françaises, des industriels français et des dispositifs d'accompagnement, des acteurs internationaux impliqués dans le domaine de l'inclusion financière numérique et l'identification numérique); une observation d'une session d'échange entre représentants de gouvernements africains au salon TrustTech à Paris; une enquête auprès des industriels français membres de SIA et d'Alliance pour la Confiance Numérique (ACN); une collecte au niveau d'un échantillon de trois pays (Éthiopie et Sénégal ayant donné lieu à des visites terrain et Nigéria à une collecte à distance).
- **une phase de finalisation des analyses, jugements et conclusions,** incluant un temps d'échange portant sur les recommandations.

## CONTEXTE

### Lancé sous présidence française du G7, le PG7 regroupe cinq initiatives/fonds multilatéraux

À la suite des propositions du rapport de la Fondation Bill et Melinda Gates «*A G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa*» de juillet 2019, la présidence française du G7 a lancé en 2019 le Partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (PG7). Le PG7 vise à aider les gouvernements, les régulateurs, les banques et les institutions financières d'Afrique à mettre en place des systèmes financiers numériques plus équitables et accessibles à tous, en :

- soutenant les pays et les entreprises dans la mise en place d'infrastructures interopérables pour les systèmes de paiement numérique;
- créant des systèmes d'identification numérique équitables;
- contribuant à l'adaptation des réglementations financières;
- identifiant les investissements optimaux dans la technologie numérique;
- et soutenant la recherche sur les technologies numériques quant à la conception de services financiers qui favorisent l'égalité entre les hommes et les femmes.

À l'exception de l'initiative DigiFI dédiée spécifiquement à la thématique, les objectifs des autres institutions et les leviers qu'ils actionnent sont supposés participer de cette inclusion financière des femmes. Outre les quatre fonds précités (cf. page 7), le PG7 réunissait initialement également l'Oxford Blavatnik School of Government, qui, au travers de son initiative Digital Pathways, a évalué les écosystèmes des pays en matière de développement numérique. Le programme a été clôturé en mars 2022 et les résultats des travaux de recherche sont disponibles au public<sup>2</sup>. Ces institutions contribuent à la mise en œuvre de cinq pistes d'action du rapport de la Fondation Gates, réparties en trois catégories (infrastructure, réglementation et planification).

(2) <https://www.bsg.ox.ac.uk/research/digital-pathways-oxford>

## La France est le principal contributeur bilatéral du PG7, aux côtés de la Fondation Gates, avec un engagement de 25 millions de dollars (MUSD) entièrement concrétisé à fin 2022

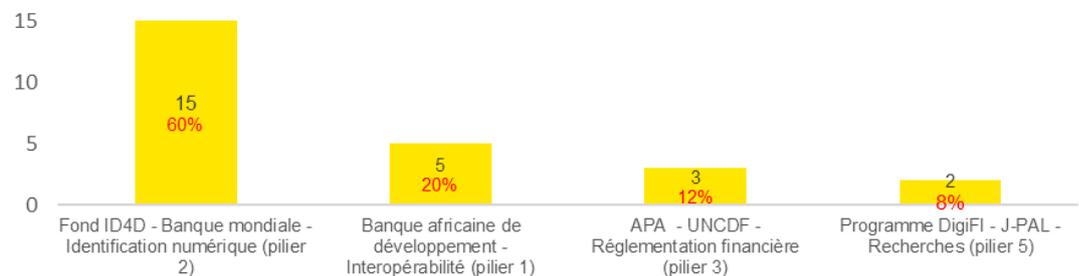
Sur un total de 116 MUSD de contributions annoncées sur la période 2020-2022, la France se caractérise comme étant le principal contributeur bilatéral avec une annonce de contribution de 25 MUSD, suivi par le Royaume-Uni (annonce de 18,6 MUSD), en sus de la contribution principale annoncée par la Fondation Bill et Melinda Gates (jusqu'à 73 MUSD)<sup>3</sup>.

Alors que la Fondation Gates a annoncé son intention de contribuer aux initiatives présentées dans le rapport de la Fondation Gates et que le Royaume-Uni a souhaité axer sa contribution sur l'identification numérique via l'initiative ID4D, la France a appuyé quatre des cinq piliers dans le domaine des infrastructures de paiement (pilier 1) et de recherche (pilier 5), des systèmes d'identification (pilier 2), de la réglementation (pilier 3), en sus des initiatives en cours de l'AFD en matière d'inclusion financière numérique. A noter également que le Luxembourg et l'AFD contribuent spécifiquement à l'ADFI.

Cette contribution protéiforme vise une complémentarité entre ces piliers et la diversité des initiatives appuyées (recherches, conseil sur les politiques et aspects réglementaires, investissements).

Figure 1 - Répartition de la contribution française dans le cadre du PG7 (en MUSD)

Source : Termes de références – Élaboration EY



En 2022, la France a rempli son engagement de contribuer à hauteur de 25 MUSD sur trois ans aux initiatives/fonds du PG7, les derniers décaissements ayant été réalisés cette année-là.

(3) 1348 - COMMUNIQUE DE PRESSE - Publication du rapport de la Fondation Bill et Melinda Gates pour un partenariat du G7 en faveur de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique - Presse - Ministère des Finances (economie.gouv.fr).

# Principales conclusions de l'évaluation

## **DES AMBITIONS FORTES DES FONDS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES QUI NE SE REFLÈTENT PAS TOUJOURS DANS LES ACTIONS SOUTENUES ET DONT LES IMPACTS RESTENT ENCORE DIFFICILES À ÉVALUER**

Les orientations stratégiques des fonds/initiatives visent effectivement le renforcement de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique mais avec des approches différenciées

**Les quatre fonds intègrent bien les enjeux de genre dans leur stratégie et leurs activités à destination des institutions qu'ils accompagnent mais avec des différences importantes d'approche.** Globalement, APA et ADFI sont les fonds/initiatives les plus volontaires en matière d'intégration des enjeux de genre dans leur stratégie et leurs modalités d'appui aux institutions/acteurs des services numériques et financiers. ID4D et DigiFi font du genre une dimension importante à prendre en compte dans les actions ou projets de recherche (pour DigiFi) à financer, mais non centrale. Ces différences révèlent une vision différente du changement social: dans un cas (ADFI et APA), l'égalité femme-homme est l'objectif central et le développement des services numériques et financiers un levier pour y parvenir. Dans l'autre (ID4D et DigiFi), le développement des services numériques et financiers est l'objectif principal et une attention doit être portée à l'inclusion des femmes.

**Il convient toutefois de noter qu'aucun des fonds/initiatives évalués ne prend en compte les potentiels effets négatifs de leurs actions sur l'inclusion/la santé financières des femmes en Afrique.** La littérature existante montre pourtant que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être confrontées à la plupart des risques de la liste CGAP qui pèsent sur les utilisateurs des services financiers numériques<sup>4</sup>. Par exemple, une étude de l'Université de Columbia en Afrique et en Asie a en effet montré que les femmes sont plus vulnérables que les hommes à la cyberfraude, et en particulier aux escroqueries d'ingénierie par SMS et par appel téléphonique. La notion de santé financière n'est citée dans aucune logique d'intervention des fonds/initiatives, et les échanges avec les fonds/initiatives n'ont montré aucune prise en compte des potentiels risques qui pèsent sur les femmes.

(4) CGAP, "The evolution of the nature and scale of DFS consumer risks: A review of evidence", 2022.

## Les conditions de mises en œuvre et de suivi-évaluation des fonds/initiatives démontrent un degré variable de prise en compte des enjeux de genre

**Les modalités d'accompagnement des porteurs d'initiatives et les critères de sélection sont de nature à favoriser l'intégration des enjeux de genre et l'outillage des acteurs pour APA, ID4D et l'ADFI.** APA, ID4D et ADFI ont bien intégré le genre dans leurs principaux documents et dans leurs activités d'accompagnement à destination des porteurs de projets (ADFI) ou des institutions mettant en œuvre des politiques publiques en matière d'identification numérique (ID4D et APA). C'est moins le cas pour DigiFi, qui invite néanmoins les postulants à prendre en compte les aspects de genre dans leurs recherches.

**À l'exception d'APA, la société civile apparaît peu ou pas associée à la gouvernance des projets.** Parmi les quatre fonds/initiatives, seul APA prévoit la consultation de la société civile à travers deux instances : la *Women Digital and Financial Inclusion (WDFI) Advocacy Hub*<sup>5</sup> et le *Advisory Panel on Women and Digital Financial Services in the CEMAC region*. Or, la France, dans sa stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2018-2022) a érigé parmi les objectifs de sa diplomatie féministe le renforcement des liens avec les acteurs de la société civile, le secteur privé et la recherche pour lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes. Les représentants de la société civile peuvent en effet apporter leur expérience personnelle et professionnelle de l'inclusion numérique et ainsi contribuer à renforcer la pertinence des programmes/politiques mises en œuvre en la matière. Ils peuvent aussi favoriser la mobilisation des populations, des communautés et des corps intermédiaires pour la mise en œuvre des plans d'action/projets découlant des appuis des fonds/initiatives du PG7. Enfin, ils peuvent interpeller les fonds/initiatives lorsque les retours du terrain apparaissent en décalage avec les objectifs poursuivis.

**Le suivi des projets/fonds ne permet pas d'identifier les changements provoqués par les projets/fonds.** Globalement, le *reporting* des projets soutenus ou des actions menées reste centré soit sur les activités et *output* de ces activités (ex. : nombre de formations réalisées) ou sur des données macro comme l'accès des femmes à des documents d'identité ou à un service financier mobile. Cependant, les outils de pilotage des fonds/initiatives ne permettent pas de mesurer les changements provoqués par les fonds et les initiatives qu'ils soutiennent ou d'établir un lien entre ces initiatives et les changements macro mesurés, notamment en matière de genre.

L'état d'avancement des actions soutenues par les fonds ne permet pas encore, pour la plupart, d'observer les résultats. Cependant, les résultats et les impacts projetés démontrent que les fonds contribueront effectivement au renforcement de l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique

*Il convient de noter que, les montants des donations n'étant pas fléchés, il n'est pas possible d'attribuer les résultats de la contribution française aux fonds.*

(5) <https://www.womensworldbanking.org/what-we-do/womens-digital-financial-inclusion-advocacy-hub/>

**À date, l'état d'avancement des actions soutenues par les fonds, ADFI notamment, ne permettent pas d'en observer les résultats, mais davantage des premières réalisations :**

- **l'ADFI** est intervenu sur 33 pays, tous en Afrique, dont 12 qui sont des pays prioritaires français (Burkina Faso, Ethiopie, Guinée, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo). Six des projets soutenus couvrent au moins un pays prioritaire français<sup>6</sup> et 9 des projets soutenus couvrent au moins un pays moins avancé. Le projet Pula (au Kenya), seul projet pour lequel il est possible d'en observer les résultats, a permis à 641 068 femmes agricultrices à accéder à la micro-assurance numérique et à 3 015 agents d'être formés à l'enregistrement des données des agriculteurs.
- **ID4D** a déployé ses actions sur 56 pays de son lancement à fin 2022, dont 31 en Afrique. Parmi ces pays africains, 12 sont des pays prioritaires français (Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Éthiopie, Gambie, Guinée, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Togo). En 2023, ID4D aurait permis l'inscription de 6,3 millions de Marocains au registre de la population, l'obtention d'une carte d'identité par 50 000 personnes à Cabo Delgado grâce à un processus d'enregistrement simplifié, l'enregistrement d'1,4 million d'Éthiopiens dans le cadre d'un projet pilote depuis 2022, et l'enregistrement de 12,4 millions de Béninois (98,7% de la population) dans le nouveau système d'identification, dont 1,3 million avec le soutien du projet WURI (dont la moitié sont des femmes). Dans le cadre de l'assistance juridique, ID4D a également contribué à des cadres réglementaires comme la Loi générale sur la protection des données adoptée au Nigéria en juin 2023 ou encore nouvelle loi au Rwanda sur l'identification a été adoptée.
- **l'African Policy Accelerator**, au travers de ses actions d'assistance techniques, de formation et d'actions de soutien à la société civile, a contribué à la prise en compte des besoins des femmes dans les cadres réglementaires. L'APA a soutenu, depuis 2021

**L'engagement soutenu et l'apport d'assistance technique au gouvernement :**

14 actions pour soutenir des politiques/réglementations avec une approche de genre ancrée (Algérie, CEMAC, Égypte, Éthiopie, Gambie, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Sénégal, Ouganda, Tanzanie, Zambie).

**Le renforcement des capacités des régulateurs et décideurs politiques dans les pays francophones :**

cinq partenariats ont été établis avec des établissements d'éducation, 371 bourses ont été accordées, neuf programmes du Digital Frontiers Institute ont été traduits en français, cinq cohortes francophones du Digital Financial Inclusion Supervision ont été soutenues ; ainsi, la participation des femmes dans les formations soutenues par l'APA a augmenté de 85%.

**Le soutien d'un engagement inclusif et participatif avec un large éventail de parties prenantes :** 23 recommandations du comité consultatif CEMAC pour l'inclusion financière des femmes, participation de 16 organisations en Éthiopie, organisation de 14 événements et de 8 ateliers de formation, huit projets soutenus.

**Le soutien à la recherche sur le genre :** deux ressources multimédia sur le genre et la protection des consommateurs, deux projets de recherche sur la santé financière et les normes sociales, développement d'un outil pour des données désagrégées en fonction du sexe, production d'un nouveau guide sur l'intégration de la question de genre dans l'élaboration des politiques.

(6) Liste des pays prioritaires de l'aide française au développement, supprimée par les orientations du CICID de juillet 2023.

- **DigiFi** a permis de générer des connaissances et des preuves scientifiques, garantissant une meilleure connaissance de l'état de l'inclusion financière des femmes en Afrique. DigiFi a dépassé ses objectifs: mi-2023, DigiFi a financé 44 projets dans 15 pays, dont sept évaluations aléatoires, quatorze projets pilotes et vingt-trois subventions de développement de propositions. Parmi ces projets, 20 sont dans des pays moins avancés et 17 sont dans des pays prioritaires français. Les pays dans lesquels DigiFi a soutenu le plus de projets sont le Ghana, le Nigéria et le Sénégal (respectivement 11, 7 et 5 projets soutenus).

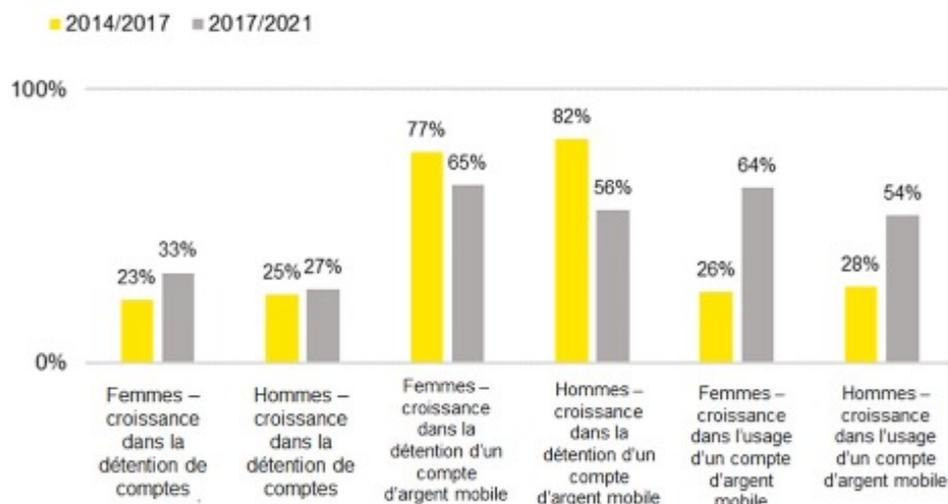
## AU-DELÀ DE L'APPORT DIRECT DES FONDS, DES AVANCÉES PLUS GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE, MAIS DES DISPARITÉS DE GENRE DEMEURENT ET DES ACTIONS SUR LA DEMANDE INSUFFISANTES.

**Des avancées certaines en matière d'inclusion financière numérique peuvent être constatées en Afrique.** La progression de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne repose dans une large mesure sur l'adoption de l'argent mobile d'après la Banque mondiale. Selon le dernier rapport mondial Findex, 33 % d'adultes sont titulaires d'un compte d'argent mobile, soit le plus important pourcentage jamais enregistré dans une région du monde et le triple du taux moyen dans le monde qui se situe à 10%<sup>7</sup>. La progression de la pénétration du mobile money en Afrique est plus conséquente qu'à l'échelle mondiale: comparé à 2021, le nombre de comptes enregistrés a augmenté de 17%, le nombre de comptes actifs a augmenté de 15%, le nombre total de transactions a augmenté de 21% et le montant total des transactions a augmenté de 22%.

**Malgré ces avancées certaines en matière d'inclusion financière numérique en Afrique, des disparités de genre persistent.** Une forte progression de la part de femmes détentrices de comptes bancaires en Afrique subsaharienne est constatée, passant de 36,9% en 2017 à 49% en 2021. Cependant, la part de femmes détentrices d'un compte d'argent mobile pour épargner, payer leurs achats chez les commerçants et régler leurs factures de services publics était en deçà de celle des hommes (11% contre 37%).

Figure 2 - Croissance du taux de possession de compte et du taux d'utilisation par sexe en Afrique subsaharienne

Source: Findex – Banque mondiale



(7) Executive-Summary-French.pdf (worldbank.org)

Selon l'enquête GSMA, **ces disparités de genre s'expliquent notamment par le fait de ne pas posséder de téléphone portable, de ne pas connaître l'existence du mobile money ou son utilité, le manque d'alphabétisation et l'absence de compétences numériques et financières.** Par exemple, en Éthiopie, alors que 76 % des hommes possèdent un téléphone portable et que 49 % ont connaissance du mobile money, 55 % des femmes possèdent un téléphone portable et 35 % ont connaissance du mobile money. **Les femmes sont aussi d'autant plus sensibles que les hommes aux questions de sécurité et de confiance.** Au Nigeria par exemple, un tiers des femmes qui n'ont pas de compte alors qu'elles possèdent un téléphone portable et qu'elles connaissent le mobile money déclarent que les sources de sécurité en sont la principale raison (contre 26 % des hommes)<sup>8</sup>. **En ce qui concerne le bien-être financier des femmes, enjeu non adressé par les fonds soutenus dans le cadre du PG7, la situation financière des consommateurs s'est dégradée malgré l'usage croissant de l'argent mobile:** alors que l'inclusion financière au Kenya concerne 83 % de la population en 2022, seulement 24 % de la population est jugée en bonne santé financière<sup>9</sup>. **Les femmes sont particulièrement touchées par ce déclin de la santé financière:** aussi bien en 2016 qu'en 2021, leur santé financière était sensiblement moindre à celle des hommes<sup>10</sup>.

**En plus des facteurs précédemment cités (utilisation des comptes, du téléphone et de l'argent des femmes par des membres de leur famille, manque de confiance), la perception des hommes peut aussi constituer un frein important à l'inclusion financière numérique des femmes.** Au Nigéria, dans le cadre du projet AgroMall qui vise à faciliter l'accès des femmes au financement agricole, le porteur de projet a indiqué que dans de nombreux cas les hommes tentaient d'utiliser leur femme comme façade pour obtenir des prêts, *« même si les hommes semblaient mal à l'aise à l'idée que les femmes obtiennent des prêts pour leur propre usage »*<sup>11</sup>. Les hommes exprimaient aussi leurs craintes quant à l'autonomisation et à l'indépendance financière de leurs femmes, qui pourraient changer les dynamiques du ménage voire briser le ménage.

**La prise en compte des freins auxquels font face les femmes en Afrique en matière d'inclusion financière numérique questionne l'atteinte optimale des effets et impacts recherchés par les fonds/initiatives du PG7.** Les actions soutenues dans le cadre du PG7 interviennent en effet peu (voire, directement, pas) sur les freins socioéconomiques et psychologiques de la demande auxquels sont confrontés les femmes en Afrique. Outre quelques actions de formation aux compétences numériques et/ou financières dans le cadre de projets soutenus par les fonds (ADFI et ID4D notamment), aucune action n'a été identifiée en ce qui concerne la perception de l'utilité des services financiers numériques, ou encore en ce qui concerne les normes sociales pour optimiser les effets et impacts des actions soutenues par le PG7.

(8) Enquête de consommation 2022 GSMA ; soucis de sécurité et de sûreté variés, tels que le harcèlement, le vol, la fraude ou encore la protection des données.

(9) La santé financière est la capacité d'une personne à gérer ses obligations financières sans rencontrer de difficultés.

(10) Fsd Kenya, The state of financial health in Kenya: Trends, drivers, and implications, septembre 2022.

(11) CGAP, « Pour AgroMall, accorder du crédit aux femmes nécessite d'abord de convaincre les hommes », décembre 2021.

## UNE COHÉRENCE STRATÉGIQUE ENTRE LES FONDS DU PG7 ET LES AUTRES ACTIONS FRANÇAISES EN MATIÈRE DE GENRE, MAIS UNE ARTICULATION OPÉRATIONNELLE LIMITÉE

La contribution de la France au PG7 s'accompagne de la mobilisation de divers leviers d'influence, bien que certains ne soient que partiellement activés.

La France a engagé 25 millions de dollars (MUSD) dans le cadre du PG7 soit près d'un quart (22%) du total de contributions annoncées (116 MUSD) sur la période 2020-2022. **Ce niveau de contribution place la France comme principal contributeur bilatéral, suivi par le Royaume-Uni (annonce de 18,6 MUSD), en sus de la contribution principale annoncée par la Fondation Bill et Melinda Gates (jusqu'à 73 MUSD, part de 63%).**

La contribution de la France au PG7 lui offre la possibilité de disposer d'un représentant dans les instances de gouvernance tant au niveau du PG7 (réunion mensuelle) qu'à ID4D et à l'ADFI. Cette représentation lui permet ainsi de disposer d'une **capacité à influencer les orientations des fonds/initiatives et la sélection de projets**, tant au niveau thématique que géographique. Le *leadership* de la France et son poids politique, reflétés lors de la présidence française du G7 par l'intermédiaire du ministre de l'Économie et des Finances, sont également des atouts en termes de leviers d'influence. Cependant, la France semble être contrainte en termes de ressources humaines (une personne dédiée avec un portefeuille de sujets à traiter plus large) dans le pilotage de sa contribution, aux yeux de plusieurs acteurs interrogés.

**La mobilisation locale du réseau diplomatique français pour influencer la conception et le suivi des projets financés par les fonds/initiatives est relativement faible**, comme l'ont constaté les deux visites de terrain en Éthiopie et au Sénégal. Cette mobilisation relativement faible du réseau français localement se reflète aussi par peu de financements conjoints avec l'aide bilatérale française (à l'exception de l'AFD au Nigéria), voire des opportunités manquées (ex. : retrait de l'AFD en Éthiopie dans le domaine de l'identité numérique, absence d'articulation des fonds/initiatives avec Proparco et d'autres vecteurs de l'aide française). En outre, peu de synergies semble exister avec la société civile et le monde de la recherche de la France localement, en dépit de réseaux de recherche français reconnus (comme l'Institut de recherche et développement (IRD) au Sénégal, plus importante implantation de l'institut à l'étranger).

La contribution française au PG7 contribue indirectement à la stratégie internationale de la France en matière d'égalité hommes/femmes mais s'articule peu avec d'autres vecteurs de l'aide publique au développement (APD) de la France.

**La contribution de la France aux fonds et initiatives du PG7 s'inscrit en cohérence avec des priorités sectorielles de sa stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2023).**

L'articulation de la contribution française au PG7 avec le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) et le soutien à AFAWA (*Affirmative Finance Action for Women in Africa*) est toutefois limitée. Le FSOF, lancé en 2020, est destiné à soutenir des organisations féministes des pays du Sud à travers plusieurs canaux

de l'AFD et du MEAE mobilisant au total 250 millions d'euros de subventions sur cinq ans au titre de la diplomatie féministe de la France. Il se concentre uniquement sur la société civile, en particulier sur les petites organisations de la société civile (OSC) féministes, alors que la place des OSC est globalement très limitée dans les fonds/initiatives du PG7.

Portée par la Banque Africaine de développement (BAfD), l'initiative AFAWA vise à combler le déficit de financement qui affecte les femmes en Afrique par l'augmentation du volume de prêts qui leur sont accordés (volet financement), le renforcement des capacités des femmes entrepreneures et l'octroi de services de conseil aux institutions financières qui les servent (volet assistance technique) et le dialogue avec les parties prenantes pour éliminer les obstacles à leur réussite (volet environnement des affaires). Les opportunités d'articulation avec les fonds du PG7 sont nombreuses, d'autant que l'initiative est chapeautée par la BAfD tout comme l'ADFI. Pour autant, les articulations concrètes apparaissent aujourd'hui limitées, ce qui s'explique aussi en partie par la jeunesse des dispositifs, AFAWA n'ayant démarré qu'en 2021 tandis que les premiers projets soutenus par ADFI ne sont que récemment arrivés à leur terme.

### L'appui de la France aux fonds et initiatives vise à assurer un déploiement optimal des actions dans les pays prioritaires français et dans les PMA

La France a clairement exprimé l'importance de géographies prioritaires françaises en particulier les pays pauvres prioritaires et pays d'Afrique francophone auprès de l'ensemble des fonds/initiatives soutenus. Les leviers d'influence pour garantir la priorisation des géographies prioritaires françaises ont bien été mobilisés au niveau programmatique/stratégique, mais de manière plus ou moins efficace selon les fonds : alors qu'APA et DigiFi démontrent d'une prise en compte effective des priorités géographiques françaises en visant spécifiquement ces pays prioritaires, la priorisation des géographies prioritaires françaises par ADFI et ID4D est moins observable, ces derniers fonds priorisant les pays où ils identifient des besoins.

### UN POTENTIEL D'ARTICULATION ENTRE LES FONDS EXISTE EN THÉORIE, SANS TOUTEFOIS ÊTRE PLEINEMENT EXPLOITÉ EN PRATIQUE

Des fonds/initiatives dont les objectifs et modalités ont vocation à être complémentaires en théorie pour soutenir l'inclusion financière numérique des femmes de façon globale

**Le PG7 associe des fonds/initiatives dont les objectifs ont vocation à garantir une complémentarité de l'inclusion financière des femmes dans toute l'Afrique, en agissant sur les problématiques d'accès et d'usage de l'inclusion financière :**

Afin de garantir l'élargissement de l'accès aux services financiers numériques (SFN) comme un moyen de promouvoir l'égalité de genres, l'ensemble des fonds/initiatives recouvrent les résultats/effets escomptés suivants :

- le développement des systèmes d'identification et des SFN pour en garantir l'accès à tous, notamment des femmes ;

- le développement des SFN qui se sont révélés efficaces dans le cadre de projets pilotes ou d'application à plus petite échelle ;
- l'adoption de normes reconnues comme bonnes pratiques, et notamment qui prennent en compte l'égal accès des genres aux SFN ;
- le développement de la recherche et de productions sur les SFN, et notamment sur les répercussions sur les femmes, pour informer les prises de décisions des régulateurs et décideurs politiques.

### Des complémentarités entre les domaines et les modalités d'intervention de ces fonds/initiatives ont vocation à être recherchées, mais des risques de redondance peuvent exister

Des complémentarités théoriques entre ces fonds/initiatives ont été identifiées et sont censées être recherchées<sup>12</sup> :

- l'APA, au travers de ses actions d'assistance technique et de mise en connexion des acteurs peut permettre la mise en œuvre de cadres réglementaires nécessaires au déploiement des actions de l'ADFI et de l'ID4D. De plus, l'UNCDF peut mettre en contact ses porteurs de projets avec l'ADFI pour accéder à des fonds, et l'UNCDF peut faire appel à l'ID4D pour tirer parti de leurs connaissances ;
- l'ADFI et l'ID4D peuvent mettre en œuvre des actions complémentaires pour permettre aux femmes et aux autres populations non bancarisées d'effectuer et de recevoir plus facilement des paiements numériques tout en renforçant l'intégralité des systèmes financiers ;
- J-PAL peut alimenter les travaux des autres fonds, et notamment de l'ADFI et de l'ID4D, en testant comment le gouvernement peut utiliser au mieux ces technologies pour promouvoir l'autonomisation des femmes.

Il n'en demeure pas moins que dans la pratique des risques de redondance peuvent exister (non observé dans le cadre des visites terrain) du fait de cibles qui peuvent se superposer (ex. : banques centrales, ministère du numérique) et des modalités d'intervention parfois semblables (assistance technique études, notamment), même si les prismes sont censés différer (ID4D sur l'identification, APA au niveau politique). La cohérence entre les fonds et leurs modalités d'intervention peut souffrir de l'absence d'une offre de service commune connue par les bénéficiaires, en lien avec l'absence de stratégie de marque et de communication du Partenariat.

### Malgré des efforts depuis les sièges, un potentiel d'articulation qui n'est que partiellement exploité en pratique, en particulier au niveau des pays étudiés

**Des mécanismes et outils sont mis en place depuis les sièges pour favoriser cette recherche de complémentarité.** Des échanges mensuels sont organisés au niveau du Partenariat G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (PG7). Ces réunions rassemblent contributeurs (DG Trésor, Fondation Gates, équipe du Secrétaire général des Nations unies pour la promotion de

(12) Accountability report 2021 : G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa, September 2021.

services financiers accessibles-UNSGSA) et partenaires de mise en œuvre (ID4D, ADFI, UNCDF, J-PAL). Ces réunions sont organisées par l'UNSDSN (Réseau de solutions pour le développement durable), agence des Nations unies pour la mise en œuvre des ODD. À cet échange mensuel, s'ajoute le rapport annuel de redevabilité qui prévoit une section dédiée (« *Comment fonctionne le PG7 en tant que partenariat ?* »). Un cadre pour évaluer la capacité des fonds/initiatives a été introduit dans le rapport annuel de 2022.

Au niveau local, les collectes réalisées dans le cadre de l'évaluation ont permis de constater plusieurs facteurs limitant l'impact du PG7 comme partenariat :

- l'absence de point focal/ représentant local (ou chef de file) du PG7 voire l'absence de présence locale de fonds (ex. : ID4D, la personne en charge du pilotage de l'étude Genre est basée à Washington);
- l'absence de mécanisme de dialogue entre fonds/initiatives avec un travail relativement en silo pour chacun d'entre eux;
- peu d'échange. Une bonne pratique a été identifiée toutefois. L'atelier de restitution de l'étude sur l'écart en matière de genre pour l'identité numérique d'ID4D en Ethiopie a permis à ID4D et UNCDF-APA d'établir un premier contact (en novembre 2023, au moment de la visite terrain).

## Recommandations

L'évaluation formule **des recommandations stratégiques suivantes**, élaborées à partir des conclusions de l'évaluation.

- 1. Affiner le positionnement français au PG7 en termes de priorités géographiques et thématiques**
- 2. Adosser à la contribution financière française une feuille de route vis-à-vis des fonds/initiatives soutenus**
- 3. Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer sa dimension partenariale et sa visibilité**
- 4. Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer ses efforts de suivi-évaluation de son impact**
- 5. Renforcer les leviers de la France au service de son influence au PG7**

Ces recommandations sont déclinées en **sous-recommandations** qui permettent de les préciser et de les opérationnaliser. Par ailleurs ces sous-recommandations font l'objet de propositions concernant leur degré de priorité, leur temporalité et le responsable de la mise en œuvre.

### Affiner le positionnement français au PG7 en termes de priorités géographiques et thématiques

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Les zones géographiques prioritaires françaises ont efficacement été communiquées aux fonds, mais la prise en compte effective de ces priorités est difficile à apprécier.</p> <p>De nouveaux éléments de contexte: abandon de la liste des pays prioritaires français depuis le CICID, réflexion sur l'intégration du critère de vulnérabilité dans des formules d'allocation de financement.</p>	<p><b>Au niveau géographique:</b></p> <p>Considérant l'abandon de la liste des pays pauvres prioritaires et les difficultés entrevues au Sahel, relayer d'autres priorités géographiques prioritaires françaises au PG7 (PMA, Afrique francophone, États fragiles, pays en situation de vulnérabilité en lien avec les travaux de la FERDI).</p> <p>Encourager les fonds à préciser la ventilation de leurs actions/ financements par pays/géographie d'intervention.</p>

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Faible représentation de la société civile dans la gouvernance des fonds (à l'exception d'APA).</p> <p>Les organismes de société civile, garants de la prise en compte effective des besoins des femmes, ne sont pas mobilisés de façon optimale par les fonds.</p> <p>Les conditions de mise en œuvre et de suivi-évaluation des fonds/initiatives démontrent un degré variable de prise en compte des enjeux de genre. Le suivi des projets/fonds ne permet pas de mesurer les effets spécifiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes découlant des financements/appuis accordés.</p> <p>Le manque de compétences numériques et financière demeure un frein significatif à l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique.</p>	<p><b>Au niveau thématique:</b></p> <p><b>En ce qui concerne le soutien à l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir une mobilisation accrue des organismes de société civile (ex. : communautés de femmes <i>leaders</i>), au niveau stratégique (dans l'élaboration et la revue de la stratégie des fonds/initiatives) et au niveau technique/opérationnel, pour garantir la prise en compte effective des besoins et des enjeux liés à l'inclusion financière numérique des femmes aussi bien lors de la conception, la mise en œuvre et la restitution des résultats des projets soutenus. Les organisations ou personnes à associer peuvent être issues du <i>Women's Digital Financial Inclusion Advocacy Hub</i> et du <i>Advisory Panel on Women and Digital Financial Services in the CEMAC region</i>. Il peut aussi s'agir de fonds féministes comme IPBF, XOESE et FFMED (soutenus par l'AFD via le FSOF) ou de mouvements soutenus par ces fonds qui couvrent plusieurs géographies (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale surtout).</li> <li>• Inciter les fonds/initiatives à renforcer leur expertise genre interne afin de renforcer la compréhension des équipes du système de genre, de ces effets, Le but est <i>in fine</i> de renforcer leur capacité d'analyse des projets/initiatives présentées en la matière, de prendre en compte ces enjeux dans le suivi-évaluation et de s'assurer que les modalités du fonds évitent <i>a minima</i> de renforcer les inégalités femmes-hommes.</li> <li>• Promouvoir la réalisation de diagnostic genre et la réalisation de formations à destination des principales parties prenantes en matière de genre dans la phase de démarrage des projets/initiatives.</li> <li>• Maintenir la mise en cohérence des actions des fonds avec les stratégies régionales et nationales d'inclusion financière numérique, en poursuivant les efforts d'intégration des problématiques genre dans ces stratégies.</li> </ul> <p>S'assurer de la prise en compte du soutien à l'inclusion financière numérique des femmes dans les travaux de la prochaine Stratégie internationale de la France pour l'égalité des femmes et des hommes (valorisation des actions de la DG Trésor).</p> <p><i>S'agissant de la prise en compte par les fonds de l'enjeu de neutralité technologique, voir l'axe 3.5 ci-dessous.</i></p>

**Adosser à la contribution financière française une feuille de route  
 vis-à-vis des fonds/initiatives soutenus**

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Un souci d'optimisation des financements engagés dans un contexte de plus forte contrainte (réduction de 742 M€ du budget de l'APD).</p> <p>Des fonds/initiatives qui ont vocation à être complémentaires en théorie. Des complémentarités entre les domaines et modalités d'intervention de ces fonds/initiatives ont vocation à être recherchées, mais en pratique des risques de redondance peuvent exister. Le PG7 n'a jamais créé de document sur les principes d'engagement qui définit les modalités d'engagement de la collaboration.</p> <p>Le degré de prise en compte des enjeux de genre dans les projets/actions financés apparaît en décalage avec les ambitions affichées.</p> <p>Un souci de soutenir financièrement des actions en cohérence avec les priorités thématiques et géographiques françaises.</p> <p>Plusieurs projets ADFI accusent du retard.</p> <p><i>(Élément de contexte : en juin 2023, lors du Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial, la Présidence française a invité à « rendre le système de financement international plus efficace et plus équitable » et à « mobiliser des ressources concessionnelles suffisantes pour les pays les moins avancés et les plus vulnérables »).</i></p>	<p>Accompagner la dotation française aux fonds/initiatives d'une feuille de route vis-à-vis de ces fonds, en faire un suivi régulier (par exemple annuel) avec si besoin un échelonnement des versements à conditionner à l'atteinte d'objectifs/de conditions à respecter :</p> <p><b>Vis-à-vis du PG7 et des fonds dans leur ensemble :</b></p> <p>Au-delà de la mise en cohérence théorique de chaque fonds, exiger un document synthétique présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une clarification de l'offre de service globale et la contribution de chaque fonds ;</li> <li>• des principes d'engagement au sein du PG7 pour définir des modalités de collaboration opérationnelles (cf. page 22) ;</li> <li>• comment les fonds peuvent atténuer les risques de redondance pratiques lorsqu'ils s'adressent à des cibles similaires (ex. : banques centrales, ministères du numérique) et selon des modalités d'intervention parfois semblables (assistance technique, activités d'analyse des besoins/études et recherches).</li> </ul> <p>L'objectif sera de mieux percevoir l'avantage comparatif de chacun dans la pratique et les synergies ou la division du travail optimales à favoriser sur le terrain.</p> <p>Définir des actions spécifiques qui sont soutenues (comme dans le cadre de DigiFi et d'APA) ou des typologies d'action à soutenir en priorité financièrement par la contribution française (en particulier s'agissant d'ID4D et ADFI) pour s'assurer que les montants mobilisés contribuent effectivement à l'atteinte des objectifs stratégiques français (notamment thématiques et géographiques). Prévoir une composante de communication pour valoriser les réalisations spécifiques découlant de la contribution française.</p> <p>S'assurer que pour l'ensemble des fonds, chaque projet soutenu contienne des actions directement à destination des femmes pour renforcer leurs compétences numériques et financières (<i>capacity building</i>).</p> <p>S'assurer que pour l'ensemble des fonds, chaque projet soutenu intègre des actions de prévention aux effets négatifs sur l'inclusion financière/la santé financière des femmes en Afrique.</p> <p><b>Plus spécifiquement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vis-à-vis d'ADFI : accélérer la mise en œuvre des actions soutenues (solliciter si besoin un plan d'accélération de l'appui de l'ADFI au PG7) ;</li> <li>• vis-à-vis de ID4D et DigiFi : renforcer la prise en compte des enjeux genre dans le cadre des projets de recherche ; exiger une meilleure articulation entre ces deux fonds.</li> </ul>

### Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer sa dimension partenariale et sa visibilité

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Des facteurs ont limité la collaboration depuis les sièges.</p> <p>Absence d'un plan d'engagement conjoint au niveau pays et de cartographie des actions/initiatives du PG7.</p> <p><i>(Élément de contexte: en juin 2023, lors du Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial, la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement ont été invitées à élaborer de nouveaux projets de coopération entre elles, et à créer, en tant que de besoin, des plateformes communes permettant d'apporter davantage de soutien coordonné.)</i></p>	<p>Encourager le PG7 à soutenir la mise en place de plans d'engagement conjoint au niveau de pays et d'une cartographie des actions soutenues par les fonds/initiatives.</p> <p>Ces plans d'engagement pourront être testés dans un format pilote dans des pays où l'activité des différents fonds est la plus importante et le besoin d'articulation entre eux est le plus souhaitable. Il paraît utile que cette coordination s'opère au niveau stratégique et opérationnel sur le plan des ressources humaines, techniques et financières afin de maximiser les synergies, ainsi que d'accroître la visibilité des activités du PG7, tout en favorisant la réplique de collaborations réussies dans d'autres pays.</p> <p>Le PG7 pourrait s'appuyer, en tant que de besoin, sur le réseau français à l'étranger (Services économiques, SCAC, AFD) pour fournir des apports à la formulation de ces plans stratégiques, pour contribuer à leur opérationnalisation (appui à la coordination en tant que de besoin ou facilitation de l'ancrage localement avec le groupe dédié « Genre » parmi la communauté des partenaires techniques et financiers pays) et à leur suivi.</p>
<p>La visibilité des actions soutenues sous l'étiquette PG7 demeure limitée.</p>	<p>Soutenir la mise en place d'une stratégie et d'outils de communication externe au niveau du PG7 (ex. : définition d'une marque ombrelle commune, site internet, animation de réseaux sociaux, valorisation de vidéos valorisant l'action des fonds du PG7 (stories)).</p>
<p>Malgré des efforts depuis les sièges, un potentiel d'articulation qui n'est que partiellement exploité en pratique, au niveau des pays étudiés. Une complémentarité qui se matérialise principalement par de l'échange d'expérience. Au niveau des pays étudiés, peu d'articulation constatée, davantage une division du travail de fait (absence de point focal, de mécanisme de dialogue avec un travail relativement en silo pour chacun des fonds, peu d'échanges entre les fonds).</p>	<p>Encourager le PG7 à renforcer ses efforts d'articulation au niveau local: dialogue et coordination à renforcer au niveau pays (prévoir un point annuel <i>a minima</i> dans les pays pilotes en charge du plan d'engagement), désignation de point(s) focaux pour favoriser cette articulation (<i>a minima</i> par sous-région d'Afrique), recherche de financements conjoints à explorer davantage, bonnes pratiques à pérenniser (inviter systématiquement les partenaires de mise en œuvre à des ateliers de restitution), etc.</p> <p>Le renforcement des efforts d'articulation au niveau local supposera d'établir un état des lieux des moyens nécessaires pour favoriser cette coordination, tant depuis l'UNSDN, que des partenaires de mise en œuvre, ou bien encore, en tant que de besoin, via un appui local du réseau des principaux donateurs (comme le réseau français à l'étranger ou la Fondation Gates). La mise en place un Secrétariat du PG7<sup>13</sup> décentralisé pourrait être une option à explorer aussi si les moyens le permettent.</p>

(13) À l'image du D4D Hub UE-Union africaine (UE-UA) doté d'un Secrétariat à Bruxelles et réunissant plusieurs partenaires de mise en œuvre.

Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer ses efforts de suivi-évaluation de son impact

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Cadre de suivi des résultats ne permettant pas une vision assez fine et transparente des actions mises en œuvre et des résultats obtenus, notamment en ce qui concerne la répartition par pays couvert.</p>	<p>Soutenir le développement d'une logique d'intervention du PG7 et d'un cadre de suivi des résultats (intégrant une déclinaison des indicateurs par pays).</p>
<p>Résultats des fonds difficilement dissociables des autres actions portées par les partenaires (Banque mondiale, Banque africaine de développement, UNCDF).</p>	<p>Inciter chaque fonds/initiative à délimiter le travail réalisé dans le cadre du PG7 afin de répondre aux objectifs exclusifs d'inclusion financière numérique des femmes.</p> <p>Les encourager à définir une logique d'intervention spécifique à leur travail dans le cadre du PG7 et à se doter d'un cadre de suivi dédié, aligné avec le futur cadre de suivi des résultats du PG7.</p> <p>Un travail méthodologique pourra être mené en amont sur les activités considérées comme contribuant « principalement » aux objectifs d'inclusion financière numérique des femmes du PG7 (à l'image des marqueurs de l'OCDE). Leur niveau de contribution sera à davantage expliciter dans le reporting du PG7.</p>
<p>Les cadres de suivi des résultats sont peu homogénéisés entre les fonds et il est difficile de dresser une vision consolidée des résultats obtenus.</p>	<p>Homogénéiser les cadres de suivi et de pilotage entre les donateurs pour permettre un suivi consolidé des actions soutenues dans le cadre du PG7, tout en mettant les limites potentielles de collecte ou de reporting de chacun des donateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• capitaliser sur les travaux en cours de la Fondation Gates sur la définition d'un cadre de résultats ;</li> <li>• partager entre les fonds et entre les donateurs des indicateurs permettant une vision fine et globale des besoins identifiés dans les pays.</li> </ul> <p>Améliorer la redevabilité des actions/accompagnements octroyés, notamment sur les enjeux d'égalité F-H pour aussi favoriser leur prise en compte au niveau stratégique et opérationnel. Cela peut passer par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la promotion des mécanismes de dialogue avec la société civile organisée, particulièrement avec des réseaux de femmes entrepreneures, de femmes agricultrices, d'OSC féministes ou travaillant sur les droits des femmes ;</li> <li>• la promotion de la réalisation d'études d'évaluation à la fois au niveau des fonds et au niveau des actions financées avec une perspective de genre pour mieux analyser la pertinence de l'approche de ces actions et les résultats/impacts générés, particulièrement auprès des femmes ;</li> <li>• garantir l'accès aux résultats des évaluations et aux indicateurs suivis par les fonds, particulièrement en ce qui concerne l'état d'avancement des projets et des décaissements budgétaires.</li> </ul>

### Renforcer les leviers de la France au service de son influence au PG7

Conclusions	Sous-recommandation
<p>Connaissance faible (voire nulle) du PG7 par le réseau français.</p> <p>Mobilisation non optimale ce réseau.</p> <p>Moyens humains limités pour mobiliser des leviers d'influence variés sur tous les fonds.</p>	<p>Renforcer la sensibilisation au PG7 du réseau diplomatique français, sa mobilisation et son suivi en particulier lorsque des enjeux existent (ex. : économiques et de visibilité).</p>
<p>Peu de synergies du PG7 avec des vecteurs de l'aide française.</p>	<p>Favoriser un renforcement de l'articulation avec des vecteurs de l'aide française (ex. : AFD, société civile) et favoriser le partage d'information (ex. : exiger que soient associés systématiquement des représentants de l'Équipe France (SE(R), SCAC, AFD) à des événements/réunions de restitution d'études soutenus par des fonds).</p> <p>Demeurer attentif à la neutralité technologique des fonds/ initiatives et étudier l'opportunité de mobiliser d'autres leviers d'influence.</p> <p>Mobiliser l'expertise française sur l'identité numérique et le genre notamment (renforcement de la participation aux instances de pilotage et de la mobilisation des productions de connaissance de l'AFD/Proparco, FERDI, organismes de la société civile, représentants d'industriels français, présence aux événements organisés par les fonds...).</p>



## SUMMARY

Evaluation of France's financial contribution to four funds and initiatives in the field of Digital Financial Inclusion of Women in Africa	27
<b>Main conclusions from the evaluation</b>	<b>32</b>
<b>Recommendations</b>	<b>41</b>

# EVALUATION OF FRANCE'S FINANCIAL CONTRIBUTION TO FOUR FUNDS AND INITIATIVES IN THE FIELD OF DIGITAL FINANCIAL INCLUSION OF WOMEN IN AFRICA

## ACKNOWLEDGEMENTS

The EY Consulting team extends its gratitude to all the stakeholders interviewed for their availability and the quality of their contributions, which facilitated the conduct of this mission and the development of this evaluation.

Special thanks are addressed to the members of the Reference Group, the Evaluation Unit for Development Activities (UEAD), the Public Development Aid Unit (Multifin5) of the French Treasury Directorate (DG Trésor), as well as to the actors met during the country case studies (Ethiopia, Nigeria, and Senegal).

## KEY ABBREVIATIONS AND ACRONYMS

<b>AFAWA</b>	Affirmative Finance Action for Women in Africa
<b>AFD</b>	French Development Agency
<b>APA</b>	African Policy Accelerator
<b>AfDB</b>	African Development Bank
<b>CEMAC</b>	Economic and Monetary Community of Central Africa
<b>CICID</b>	Inter-ministerial Committee for International Cooperation and Development
<b>CSO</b>	Civil Society Organisation
<b>DGT</b>	Directorate General of the Treasury
<b>DigiFI</b>	Digital Identification and Financial Initiatives
<b>FSOF</b>	Support Fund for Feminist Organizations
<b>G7P</b>	G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa
<b>ID4D</b>	World Bank's Identification for Development Initiative
<b>IRD</b>	Research and Development Institute
<b>J-PAL</b>	Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab
<b>LDC</b>	Least Developed Countries
<b>MSE</b>	Medium-Sized Enterprises
<b>SDSN</b>	United Nations Sustainable Development Solutions Network
<b>SIA</b>	Secure Identity Alliance
<b>UNCDF</b>	United Nations Capital Development Fund
<b>UNSDSN</b>	Sustainable Development Solutions Network
<b>UNSGSA</b>	United Nations Secretary-General's Special Advocate for Inclusive Finance for Development
<b>WB</b>	World Bank
<b>WD&amp;FI</b>	Women's Digital and Financial Inclusion
<b>WURI</b>	West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion

# The mandate of the evaluation

## OBJECTIVE OF THE EVALUATION

The Directorate General of the Treasury (*DG Trésor*) commissioned an evaluation of France's financial contribution to four funds and initiatives granted under the G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa (G7P)<sup>1</sup>:

- **The Identification for Development (ID4D) initiative led by the World Bank**, which aims to enable all individuals to access services and exercise their rights through inclusive and reliable identification and civil registration systems;
- **The African Development Bank's Africa Digital Financial Inclusion Facility (ADFI) fund**, which seeks to catalyse infrastructure development with a gender equality perspective;
- **The Policy Accelerator for Africa (APA) of the UNCDF**, which aims to address regulatory and policy gaps in the inclusivity of digital financial services.
- **The Digital Identification Financial Initiative (DigiFI)**, one of the main programs of the **Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)**, which funds and develops research on the effects of digital policies on women's empowerment.

This evaluation pursued three objectives:

- **To provide an assessment** of the funds spent during the period 2020-2022 concerning the digital financial inclusion of women in Africa.
- **A retrospective objective:** to evaluate the financial contribution based on three evaluation criteria (relevance, coherence, and effectiveness), with particular attention to the following sub-objectives:
  - To assess the relevance of the funding for the implementation of French priorities in gender equality and the targeting of Africa (and more specifically priority countries).
  - To evaluate the coherence between these funds (synergies in general, at the country level, and among the initiatives themselves).
- **A prospective objective:** to inform the new financial allocation from 2024 onwards.

## COMPLETED WORK

The responses to the evaluative questions and the conclusions of the evaluation are the result of triangulating data from various studies that enabled the conduct of approximately 80 interviews with a total of 110 individuals, through an evaluative approach structured around three main phases, deployed between mid-July 2023 and March 2024, including:

- **An initiation and framing phase.**
- **A data collection and preliminary analysis phase** with: interviews in/from Paris (fund/initiative managers, French administrations following French geographic

(1) UNSDSN 2022 Accountability Report, September 2022

and thematic priorities, French industrial actors and support mechanisms, international actors involved in the field of digital financial inclusion and digital identification); observation of an exchange session between representatives of African governments at the TrustTech fair in Paris; a survey among French industrial members of SIA and the Alliance for Digital Trust (ACN); data collection in a sample of three countries (Ethiopia and Senegal, which involved field visits, and Nigeria, where data was collected remotely).

- **A finalisation phase of the analyses, judgments, and conclusions**, including a discussion period focusing on the recommendations.

## CONTEXT

### Launched under the French presidency of the G7, the G7P brings together five multilateral initiatives/funds

Following the recommendations of the Bill and Melinda Gates Foundation's report «*A G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa*» from July 2019, the French presidency of the G7 launched in 2019 the G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa (G7P). The G7P aims to assist governments, regulators, banks, and financial institutions in Africa in establishing more equitable and accessible digital financial systems by:

- Supporting countries and companies in the implementation of interoperable infrastructures for digital payment systems;
- Creating fair digital identification systems;
- Contributing to the adaptation of financial regulations;
- Identifying optimal investments in digital technology;
- And supporting research on digital technologies regarding the design of financial services that promote gender equality.

With the exception of the DigiFI initiative, which is specifically dedicated to the theme, the objectives of the other institutions and the levers they operate are assumed to contribute to this financial inclusion of women. In addition to the four aforementioned funds (see p. 29), the G7P initially also included the Oxford Blavatnik School of Government, which, through its Digital Pathways initiative, assessed the digital development ecosystems of countries. The program was concluded in March 2022, and the results of the research are publicly available<sup>2</sup>. These institutions contribute to the implementation of five action tracks from the Gates Foundation report, divided into three categories (infrastructure, regulation, and planning).

(2) <https://www.bsg.ox.ac.uk/research/digital-pathways-oxford>

## France is the main bilateral contributor to the G7P, alongside the Gates Foundation, with a commitment of 25 million US dollars (USD) fully realized by the end of 2022

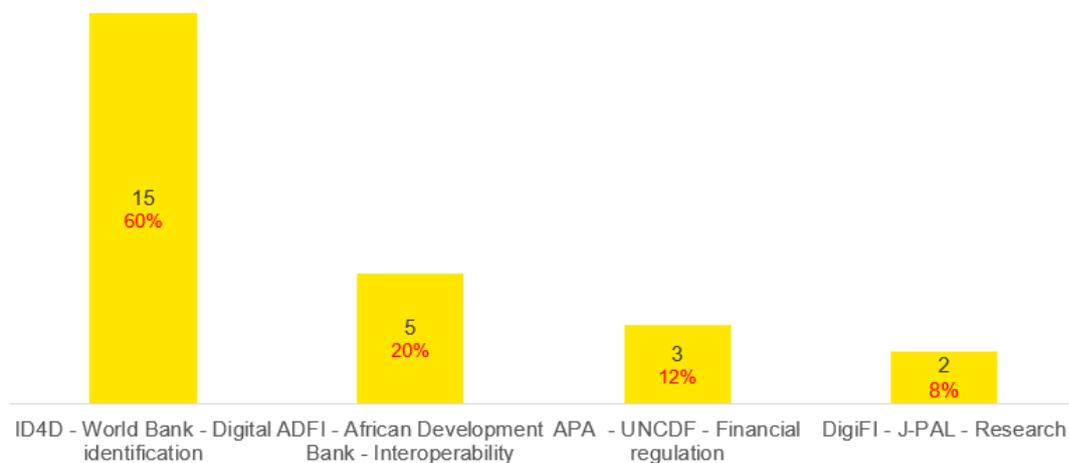
Out of a total of 116 million US dollars (USD) in contributions announced for the period 2020-2022, France stands out as the main bilateral contributor with a pledged contribution of 25 million USD, followed by the United Kingdom (with a pledge of 18.6 million USD), in addition to the principal contribution announced by the Bill and Melinda Gates Foundation (up to 73 million USD)<sup>3</sup>.

While the Gates Foundation has declared its intention to contribute to the initiatives presented in its report, and the United Kingdom has expressed a desire to focus its contribution on digital identification through the ID4D initiative, France has supported four of the five pillars in the areas of payment infrastructure (pillar 1) and research (pillar 5), identification systems (pillar 2), and regulation (pillar 3), in addition to the ongoing initiatives of the French Development Agency (AFD) in digital financial inclusion. It is also noteworthy that Luxembourg and the AFD specifically contribute to the ADFI.

This multifaceted contribution aims for complementarity among these pillars and the diversity of supported initiatives (research, policy and regulatory advice, investments).

**Figure 1 - Distribution of the French contribution within the framework of the G7P (en MUSD)**

Source: Terms of Reference – Elaboration by EY



In 2022, France fulfilled its commitment to contribute 25 million US dollars (USD) over three years to the initiatives/funds of the G7P, with the final disbursements being made that year.

(3) 1348 - PRESS RELEASE - Publication of the Bill and Melinda Gates Foundation report on a G7 partnership for digital financial inclusion of women in Africa - Press - Ministry of Finance (economie.gouv.fr) <https://www.bsg.ox.ac.uk/research/digital-pathways-oxford>

# Main conclusions from the evaluation

## **THE FUNDS HAVE STRONG AMBITIONS REGARDING GENDER EQUALITY, WHICH ARE NOT CONSISTENTLY REFLECTED IN THE SUPPORTED ACTIONS AND FOR WHICH THE IMPACTS REMAIN CHALLENGING TO ASSESS.**

The strategic orientations of the funds/initiatives indeed aim to strengthen the digital financial inclusion of women in Africa, but with differentiating approaches.

**The four funds adequately integrate gender issues into their strategy and activities aimed at the institutions they support, but with significant differences in approach.** Overall, APA and ADFI are the most proactive funds/initiatives in terms of integrating gender issues into their strategy and support modalities for institutions/actors in digital and financial services. ID4D and DigiFi consider gender an important dimension to be taken into account in actions or research projects (for DigiFi) to be funded, but it is not central. These differences reveal a varying vision of social change: in one case (ADFI and APA), gender equality is the central goal, and the development of digital and financial services is a means to achieve it. In the other (ID4D and DigiFi), the development of digital and financial services is the primary goal, and attention must be paid to the inclusion of women.

**However, it should be noted that none of the evaluated funds/initiatives consider the potential negative effects of their actions on the financial inclusion/health of women in Africa.** Existing literature shows that women are more likely than men to face most of the risks listed by CGAP that weigh on users of digital financial services<sup>4</sup>. For example, a study by Columbia University in Africa and Asia has indeed shown that women are more vulnerable than men to cyber fraud, particularly to scams involving SMS and phone calls. The concept of financial health is not mentioned in any of the funds/initiatives' intervention logics, and exchanges with the funds/initiatives have shown no consideration of the potential risks to women.

(4) CGAP, "The evolution of the nature and scale of DFS consumer risks: A review of evidence", 2022

The implementation and monitoring-evaluation conditions of the funds/initiatives demonstrate a varying degree of consideration for gender issues.

**The support modalities for initiative proponents and the selection criteria are designed to favor the integration of gender issues and the equipping of actors for APA, ID4D, and ADFI.** APA, ID4D, and ADFI have well integrated gender into their main documents and in their supporting activities aimed at project proponents (ADFI) or institutions implementing public policies in digital identification (ID4D and APA). This is less the case for DigiFi, which nevertheless encourages applicants to consider gender aspects in their research.

**With the exception of APA, civil society appears to be little or not associated with the governance of the projects.** Among the four funds/initiatives, only APA provides for the consultation of civil society through two bodies: the *Women Digital and Financial Inclusion (WDFI) Advocacy Hub*<sup>5</sup> and the *Advisory Panel on Women and Digital Financial Services* in the CEMAC region. However, France, in its strategy for equality between men and women (2018-2022), has made one of the objectives of its feminist diplomacy to strengthen ties with civil society actors, the private sector, and research to fight against gender inequalities. Representatives of civil society can indeed bring their personal and professional experience of digital inclusion and thus contribute to enhancing the relevance of the programs/policies implemented in this area. They can also promote the mobilization of populations, communities, and intermediary bodies for the implementation of action plans/projects resulting from the support of the G7P funds/initiatives. Finally, they can challenge the funds/initiatives when feedback from the field appears to be out of step with the objectives pursued.

The monitoring of projects/funds does not allow for the identification of changes caused by the projects/funds. Overall, the reporting of supported projects or actions taken remains focused either on the activities and outputs of these activities (e.g., the number of trainings conducted) or on macro data such as women's access to identity documents or a mobile financial service. However, the management tools of the funds/initiatives do not allow for measuring the changes caused by the funds and the initiatives they support or for establishing a link between these initiatives and the measured macro changes, particularly in terms of gender.

The current progress of the actions supported by the funds does not yet allow, for the most part, the observation of results. However, the projected results and impacts demonstrate that the funds will effectively contribute to the strengthening of digital financial inclusion for women in Africa.

*It should be noted that, as the amounts of the donations are not earmarked, it is not possible to directly attribute the results related to the French contribution to the funds.*

**To date, the progress of the actions supported by the funds, particularly ADFI, does not yet allow for the observation of results, but rather initial achievements:**

(5) <https://www.womensworldbanking.org/what-we-do/womens-digital-financial-inclusion-advocacy-hub/>

- **ADFI** has intervened in 33 countries, all in Africa, including 12 that are French priority countries (Burkina Faso, Ethiopia, Guinea, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritania, Niger, Democratic Republic of the Congo, Senegal, Chad, Togo). Six of the supported projects cover at least one French priority country<sup>6</sup>, and 9 of the supported projects cover at least one least developed country. The Pula project (in Kenya), the only project for which results can be observed, has enabled 641,068 female farmers to access digital micro-insurance and 3,015 agents to be trained in the registration of farmers' data.
- **ID4D** has carried out actions in 56 countries from its launch to the end of 2022, including 31 in Africa. Among these African countries, 12 are French priority countries (Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Democratic Republic of the Congo, Ethiopia, Gambia, Guinea, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, Senegal, Togo). In 2023, ID4D is reported to have enabled the registration of 6.3 million Moroccans in the population register, the issuance of identity cards to 50,000 people in Cabo Delgado through a simplified registration process, the registration of 1.4 million Ethiopians as part of a pilot project since 2022, and the registration of 12.4 million Beninese (98.7% of the population) in the new identification system, including 1.3 million with the support of the WURI project (half of whom are women). As part of legal assistance, ID4D has also contributed to regulatory frameworks such as the General Data Protection Law adopted in Nigeria in June 2023 or the new law on identification adopted in Rwanda.
- **APA**, through its technical assistance, training, and support actions for civil society, has contributed to the consideration of women's needs in regulatory frameworks. Since 2021, APA has supported:
  - Sustained engagement and technical assistance to the government:** 14 actions to support policies/regulations with a gender-based approach (Algeria, CEMAC, Egypt, Ethiopia, Gambia, Mauritania, Senegal, Sierra Leone, Senegal, Uganda, Tanzania, Zambia).
  - Capacity building for regulators and policymakers in Francophone countries:** five partnerships have been established with educational institutions, 371 scholarships have been awarded, nine Digital Frontiers Institute programs have been translated into French, five Francophone cohorts of the Digital Financial Inclusion Supervision have been supported; thus, women's participation in APA-supported training has increased by 85%.
  - Support for inclusive and participatory engagement with a wide range of stakeholders:** 23 recommendations from the CEMAC advisory committee for women's financial inclusion, participation of 16 organizations in Ethiopia, organization of 14 events and 8 training workshops, eight supported projects.
  - Support for gender research:** two multimedia resources on gender and consumer protection, two research projects on financial health and social norms, development of a tool for sex-disaggregated data, production of a new guide on integrating gender issues in policy development.
- **DigiFi** has generated knowledge and scientific evidence, ensuring a better understanding of the state of women's financial inclusion in Africa. DigiFi has exceeded its objectives: by mid-2023, DigiFi has funded 44 projects in 15 countries, including seven randomized evaluations, fourteen pilot projects, and twenty-three proposal development grants. Among these projects, 20 are in least developed countries and 17 are in French priority countries.

(6) The list of priority countries for French development aid was eliminated following the guidelines of the Inter-ministerial Committee for International Cooperation and Development (CICID) in July 2023.

The countries in which DigiFi has supported the most projects are Ghana, Nigeria, and Senegal (with 11, 7, and 5 projects supported, respectively).

**BEYOND THE DIRECT CONTRIBUTION OF THE FUNDS, THERE HAVE BEEN MORE GENERAL ADVANCEMENTS IN DIGITAL FINANCIAL INCLUSION IN AFRICA, BUT GENDER DISPARITIES REMAIN AND ACTIONS ADDRESSING DEMAND ARE INSUFFICIENT.**

**Significant advancements in digital financial inclusion can be observed in Africa.** The growth of financial inclusion in Sub-Saharan Africa largely relies on the adoption of mobile money, according to the World Bank. As per the latest Global Findex report, 33% of adults have a mobile money account, which is the highest percentage ever recorded in any region of the world and three times the global average, which stands at 10%. The expansion of mobile money penetration in Africa is more substantial than at the global level: compared to 2021, the number of registered accounts has increased by 17%, the number of active accounts has increased by 15%, the total number of transactions has increased by 21%, and the total amount of transactions has increased by 22%.

**Despite these certain advancements in digital financial inclusion in Africa, gender disparities persist.** A significant increase in the proportion of women with bank accounts in Sub-Saharan Africa is noted, rising from 36.9% in 2017 to 49% in 2021. However, the share of women with a mobile money account for saving, paying for purchases at merchants, and settling public utility bills was below that of men (11% compared to 37%).

Figure 2 - Growth in account ownership and usage rates by gender in Sub-Saharan Africa  
Source: Findex – World Bank



According to the GSMA survey, these gender disparities are explained by factors such as not owning a mobile phone, lack of awareness of mobile money or its utility, illiteracy, and absence of digital and financial skills. For example, in Ethiopia, while 76% of men own a mobile phone and 49% are aware of mobile money, only 55% of women own a mobile phone and 35% are aware of mobile money. **Women are also more concerned by issues of security and trust than men.** In Nigeria, for instance, one-third of women who do not have an account, despite owning a mobile phone and being aware of mobile money, state that security

(7) Executive-Summary-French.pdf (worldbank.org)

concerns are the main reason (compared to 26% of men)<sup>8</sup>. Regarding the financial well-being of women, an issue not addressed by the funds supported within the framework of the G7P, the financial situation of consumers has deteriorated despite the increasing use of mobile money: while financial inclusion in Kenya involves 83% of the population in 2022, only 24% of the population is considered to be in good financial health<sup>9</sup>. Women are particularly affected by this decline in financial health: both in 2016 and in 2021, their financial health was significantly lower than that of men<sup>10</sup>.

**In addition to the previously mentioned factors (use of accounts, phones, and women's money by family members, lack of trust), men's perceptions can also be a significant barrier to the digital financial inclusion of women.** In Nigeria, as part of the AgroMall project aimed at facilitating women's access to agricultural financing, the project proponent indicated that in many cases, men attempted to use their wives as a front to obtain loans, *"even though men seemed uncomfortable with the idea of women obtaining loans for their own use"*.<sup>11</sup> Men also expressed their fears about the empowerment and financial independence of their wives, which they believed could change household dynamics or even break up the household.

**Considering the barriers faced by women in Africa in terms of digital financial inclusion raises questions about the optimal achievement of the effects and impacts sought by the G7P funds/initiatives.** The actions supported within the framework of the G7P indeed intervene little (or, directly, not at all) on the socio-economic and psychological barriers of demand faced by women in Africa. Aside from a few actions to train digital and/or financial skills as part of projects supported by the funds (notably ADFI and ID4D), no action has been identified concerning the perception of the usefulness of digital financial services, or concerning social norms to optimize the effects and impacts of the actions supported by the G7P.

(8) The 2022 GSMA Consumer Survey highlighted various security and safety concerns, such as harassment, theft, fraud, and data protection.

(9) Financial health is the ability of an individual to manage their financial obligations without experiencing difficulties.

(10) Fsd Kenya, *The state of financial health in Kenya: Trends, drivers, and implications*, September 2022

(11) CGAP, *"For AgroMall, Extending Credit to Women Requires First Convincing Men"*, December 2021

## **STRATEGIC COHERENCE EXISTS BETWEEN THE G7P FUNDS AND OTHER FRENCH ACTIONS ON GENDER, BUT OPERATIONAL COORDINATION IS LIMITED.**

The contribution of France to the G7P is accompanied by the mobilization of various levers of influence, although some are only partially activated.

France committed 25 million US dollars (USD) within the framework of the G7P, accounting for nearly a quarter (22%) of the total announced contributions (116 million USD) for the period 2020-2022. **This level of contribution positions France as the main bilateral contributor, followed by the United Kingdom (with a pledge of 18.6 million USD), in addition to the principal contribution announced by the Bill and Melinda Gates Foundation (up to 73 million USD, accounting for 63%).**

France's contribution to the G7P affords it the opportunity to have a representative in the governance bodies both at the G7P level (monthly meeting) and within ID4D and ADFI. This representation thus allows France to have the **capacity to influence the orientations of the funds/initiatives and the selection of projects**, both thematically and geographically. France's leadership and political weight, reflected during the French presidency of the G7 through the Minister of the Economy and Finance, are also assets in terms of leverage for influence. However, France appears to be constrained in terms of human resources (one dedicated person with a broader portfolio of subjects to handle) in steering its contribution, according to several actors interviewed.

**The local mobilization of the French diplomatic network to influence the design and monitoring of projects funded by the funds/initiatives is relatively weak**, as observed during two field visits in Ethiopia and Senegal. This relatively low mobilization of the French network locally is also reflected by few joint financings with French bilateral aid (except for AFD in Nigeria), or even missed opportunities (e.g., AFD's withdrawal from Ethiopia in the field of digital identity, lack of coordination of the funds/initiatives with Proparco and other channels of French aid). Moreover, there seems to be little synergy with civil society and the research community from France locally, despite recognized French research networks (such as the Research Institute for Development (IRD) in Senegal, the institute's largest overseas establishment).

The French contribution to the G7P indirectly contributes to France's international strategy on gender equality but is poorly coordinated with other channels of France's official development assistance (ODA).

**The French contribution to the funds and initiatives of the G7P is consistent with the sectoral priorities of its international strategy for gender equality (2018-2023).**

However, the coordination of the French contribution to the G7P with the Support Fund for Feminist Organizations (FSOF) and the support for AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa) is limited. The FSOF, launched in 2020, is intended to support feminist organizations in the Global South through several channels of the AFD and the MEAE, mobilizing a total of 250 million euros in grants over five years as part of France's feminist diplomacy. It focuses

exclusively on civil society, particularly on small feminist civil society organizations (CSOs), while the role of CSOs is generally very limited in the G7P funds/initiatives. Carried by the African Development Bank (AfDB), the AFAWA initiative aims to bridge the financing gap affecting women in Africa by increasing the volume of loans granted to them (financing component), strengthening the capacities of women entrepreneurs and providing advisory services to financial institutions that serve them (technical assistance component), and engaging with stakeholders to remove barriers to their success (business environment component). There are numerous opportunities for coordination with the G7P funds, especially since the initiative is overseen by the AfDB, just like ADFI. However, concrete linkages appear limited today, which is partly explained by the newness of the mechanisms, with AFAWA having started only in 2021 while the first projects supported by ADFI have only recently come to fruition.

**France's support for the funds and initiatives aims to ensure optimal deployment of actions in French priority countries and in the Least Developed Countries (LDCs).**

France has clearly expressed the importance of French priority geographies, particularly priority poor countries and Francophone African countries, to all the supported funds/initiatives. The levers of influence to ensure the prioritization of French priority geographies have been well mobilized at the programmatic/strategic level, but more or less effectively depending on the fund: while APA and DigiFi demonstrate effective consideration of French geographic priorities by specifically targeting these priority countries, the prioritization of French priority geographies by ADFI and ID4D is less observable, with these latter funds prioritizing countries where they identify needs.

### **THERE IS A THEORETICAL POTENTIAL FOR COORDINATION BETWEEN THE FUNDS, HOWEVER, IT IS NOT FULLY EXPLOITED IN PRACTICE.**

Funds/initiatives whose objectives and modalities are theoretically intended to be complementary to support the digital financial inclusion of women in a comprehensive manner.

**The G7P brings together funds/initiatives whose objectives are intended to ensure complementarity in the financial inclusion of women across Africa, by addressing issues of access and usage of financial inclusion.**

To ensure the expansion of access to digital financial services (DFS) as a means of promoting gender equality, all the funds/initiatives cover the following expected results/effects:

- The development of identification systems and DFS to guarantee access for all, especially women.
- The development of DFS that have proven effective in the context of pilot projects or smaller-scale applications.
- The adoption of standards recognized as good practices, particularly those that take into account equal gender access to DFS.

- The advancement of research and outputs on DFS, especially on the impacts on women, to inform the decision-making of regulators and policymakers.

Complementary elements between the areas and modalities of intervention of these funds/initiatives are often sought, but risks of redundancy may exist.

Theoretical complementarities between these funds/initiatives have been identified and are supposed to be sought<sup>12</sup>:

- APA, through its technical assistance actions and the connection of stakeholders, can enable the implementation of regulatory frameworks necessary for the deployment of ADFI and ID4D actions. Furthermore, UNCDF can connect its project holders with ADFI to access funds, and UNCDF can call on ID4D to leverage their expertise.
- ADFI and ID4D can implement complementary actions to enable women and other unbanked populations to make and receive digital payments more easily while strengthening the integrity of financial systems.
- J-PAL can contribute to the work of other funds, particularly ADFI and ID4D, by testing how governments can best use these technologies to promote women's empowerment.

Nevertheless, in practice, there may be risks of redundancy (not observed during field visits) due to potentially overlapping targets (e.g., central banks, ministries of digital affairs) and sometimes similar modes of intervention (technical assistance, studies, etc.), even though the perspectives are supposed to differ (ID4D on identification, APA at the policy level). The coherence between the funds and their modes of intervention can suffer from the absence of a common service offering known to the beneficiaries, in connection with the lack of a branding and communication strategy for the Partnership.

Despite efforts from the headquarters, there is a potential for coordination that is only partially exploited in practice, particularly at the level of the countries studied.

**Mechanisms and tools are established at the headquarters level to foster the search for complementarity.** Monthly exchanges are organized at the level of the G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa (G7P). These meetings bring together contributors (DG Trésor, Gates Foundation, team of the UN Secretary-General's Special Advocate for Inclusive Finance for Development-UNSGSA) and implementation partners (ID4D, ADFI, UNCDF, J-PAL). These meetings are organized by the UNSDSN (United Nations Sustainable Development Solutions Network), the UN agency for the implementation of the SDGs. In addition to this monthly exchange, there is an annual accountability report that includes a dedicated section (*«How does the G7P function as a partnership?»*). A framework to assess the capacity of the funds/initiatives was introduced in the 2022 annual report.

(12) Accountability report 2021: G7 Partnership for Women's Digital Financial Inclusion in Africa, September 2021.

At the local level, data collections carried out as part of the evaluation revealed several factors limiting the impact of the G7P as a partnership:

- The absence of a local focal point/representative (or lead) for the G7P or even the absence of a local presence of funds (e.g., for ID4D, the person in charge of piloting the Gender study is based in Washington).
- The lack of a dialogue mechanism between funds/initiatives, with relatively siloed work for each of them.
- Limited exchange. However, a good practice was identified. The restitution workshop for the ID4D study on the gender gap in digital identity in Ethiopia allowed ID4D and UNCDF-APA to establish initial contact (in November 2023, at the time of the field visit).

## Recommendations

The evaluation formulates **the following strategic recommendations**, developed based on the conclusions of the evaluation.

1. **Refine the French positioning within the G7P in terms of geographic and thematic priorities.**
2. **Compliment the French financial contribution with a related roadmap with respect to the supported funds/initiatives.**
3. **Continue to support the G7P to strengthen its partnership dimension and visibility.**
4. **Continue to support the G7P to enhance its monitoring and evaluation efforts of its impact.**
5. **Strengthen France’s levers for influence within the G7P.**

These recommendations are broken down into **sub-recommendations** that specify and operationalize them. Furthermore, these sub-recommendations are subject to proposals regarding their degree of priority, their timing, and the responsible party for implementation.

### Refine the French positioning within the G7P in terms of geographic and thematic priorities

Conclusions	Sub-recommendation
<p>French priority geographic areas have been effectively communicated to the funds, but the actual consideration of these priorities is difficult to assess.</p> <p>New contextual elements include the abandonment of the list of French priority countries since the Inter-ministerial Committee for International Cooperation and Development (CICID), and reflections on integrating the vulnerability criterion into funding allocation formulas.</p>	<p><b>At the geographical level:</b></p> <p>Considering the abandonment of the list of priority poor countries and the challenges foreseen in the Sahel, convey other French geographic priorities to the G7P (Least Developed Countries, Francophone Africa, fragile states, countries in situations of vulnerability in connection with the work of the Foundation for Studies and Research on International Development (FERDI)).</p> <p>Encourage the funds to specify the breakdown of their actions/financing by country/geography of intervention.</p>

Conclusions	Sub-recommendation
<p>Limited representation of civil society in the governance of the funds (except for APA).</p> <p>Civil society organizations, which ensure the effective consideration of women's needs, are not optimally mobilized by the funds.</p> <p>The implementation and monitoring-evaluation conditions of the funds/initiatives demonstrate a variable degree of consideration for gender issues. The monitoring of projects/funds does not allow for the measurement of specific effects on gender equality resulting from the financing/support granted.</p> <p>The lack of digital and financial skills remains a significant barrier to the digital financial inclusion of women in Africa.</p>	<p><b>At the thematic level:</b></p> <p><b>Regarding support for the digital financial inclusion of women in Africa:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Support increased mobilization of civil society organizations (e.g., communities of women leaders) at the strategic level (in the development and review of the strategy of the funds/initiatives) and at the technical/operational level, to ensure the effective consideration of needs and issues related to the digital financial inclusion of women both during the design, implementation, and reporting of results of supported projects. The organizations or individuals to be involved can come from the Women's Digital Financial Inclusion Advocacy Hub and the Advisory Panel on Women and Digital Financial Services in the CEMAC region. It can also involve feminist funds like IPBF, XOESE, and FFMED (supported by AFD via FSOF) or movements supported by these funds that cover multiple geographies (Maghreb, West Africa, Central Africa especially).</li> <li>• Encourage funds/initiatives to strengthen their internal gender expertise to enhance the teams' understanding of the gender system, its effects, and ultimately to strengthen their capacity to analyse projects/initiatives presented in this area, to take these issues into account in monitoring and evaluation, and to ensure that, at a minimum, the funds' modalities avoid reinforcing gender inequalities.</li> <li>• Promote the conduct of gender diagnostics and training for key stakeholders on gender issues in the startup phase of projects/initiatives.</li> <li>• Maintain the alignment of the funds' actions with regional and national strategies for digital financial inclusion, continuing efforts to integrate gender issues into these strategies.</li> </ul> <p>Ensure the consideration of support for the digital financial inclusion of women in the work of the upcoming International Strategy of France for Gender Equality (highlighting the actions of the DG Trésor).</p> <p><i>Regarding the consideration by the funds of the issue of technological neutrality, see section 3.5 below.</i></p>

**Compliment the French financial contribution with a related roadmap  
with respect to the supported funds/initiatives**

Conclusions	Sub-recommendation
<p>Concerns have arisen regarding the optimization of committed funding within an environment of increased constraints, specifically a reduction of €742 million in the Official Development Assistance (ODA) budget. There are funds and initiatives that are theoretically designed to be complementary. While there is an intention to seek synergies between the areas and modes of intervention of these funds and initiatives, in practice, there is a risk of overlap. The G7P has not established a document outlining the principles of commitment that define the modalities of collaborative engagement. The level of consideration given to gender issues in the funded projects and actions seems to be misaligned with the stated ambitions. There is an effort to financially support actions that align with French thematic and geographical priorities.</p> <p>Several ADFI projects are experiencing delays.</p> <p><i>(Contextual note: In June 2023, during the Summit for a New Global Financial Pact, the French Presidency called for making the international financing system more effective and equitable, and for mobilizing adequate concessional resources for the least developed and most vulnerable countries.)</i></p>	<p>Support the French allocation to funds/initiatives with a roadmap for these funds, conducting regular monitoring (for example, annually) with, if necessary, a schedule of payments conditioned on the achievement of objectives/conditions to be met:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Regarding the G7P and the funds as a whole:</b> <p>Beyond the theoretical coherence of each fund, demand a synthetic document presenting:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– a clarification of the overall service offering and the contribution of each fund.</li> <li>– principles of commitment within the G7P to define operational collaboration modalities (see 3.3).</li> <li>– how the funds can mitigate the risk of practical redundancy when they target similar entities (e.g., central banks, digital ministries) and sometimes use similar intervention methods (technical assistance, activities for needs analysis/studies and research). The goal is to better understand the comparative advantage of each in practice and the synergies or optimal division of labor to be promoted on the ground. Define specific actions that are supported (as in the case of DigiFi and APA) or types of actions to be financially supported by the French contribution as a priority (especially regarding ID4D and ADFI) to ensure that the mobilized amounts effectively contribute to the achievement of French strategic objectives (notably thematic and geographical). Plan a communication component to highlight specific achievements resulting from the French contribution. Ensure that for all funds, each supported project contains actions directly aimed at women to strengthen their digital and financial skills (capacity building). Ensure that for all funds, each supported project incorporates actions to prevent negative effects on financial inclusion/financial health of women in Africa.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>More specifically:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Regarding ADFI: accelerate the implementation of supported actions (request, if necessary, an acceleration plan for ADFI's support to the G7P).</li> <li>• Regarding ID4D and DigiFi: strengthen the consideration of gender issues within research projects; demand better coordination between these two funds.</li> </ul>

### Continue to support the G7P to strengthen its partnership dimension and visibility

Conclusions	Sub-recommendation
<p>Several factors have limited collaboration from the headquarters.</p> <p>There is an absence of a joint engagement plan at the country level and a lack of mapping of the G7P actions/initiatives.</p> <p><i>(Contextual note: In June 2023, during the Summit for a New Global Financial Pact, the World Bank and other multilateral development banks were invited to develop new cooperation projects among themselves, and to create as necessary, common platforms to provide more coordinated support.)</i></p>	<p>Encourage the G7P to support the establishment of joint engagement plans at the country level and a mapping of actions supported by the funds/initiatives.</p> <p>These engagement plans could be tested in a pilot format in countries where the activity of the various funds is most significant and the need for coordination between them is most desirable. It seems useful for this coordination to take place at both the strategic and operational levels in terms of human, technical, and financial resources in order to maximize synergies, as well as to increase the visibility of G7P activities, while promoting the replication of successful collaborations in other countries.</p> <p>The G7P could, as needed, rely on the French network abroad (Economic Services, SCAC, AFD) to provide input into the formulation of these strategic plans, to contribute to their operationalization (support for coordination as needed or facilitation of local anchoring with the dedicated Gender group among the country's technical and financial partner community) and to their monitoring.</p>
<p>The visibility of actions supported under the G7P label remains limited.</p>	<p>Support the development and implementation of an external communication strategy and tools at the G7P level (e.g., establishing a common umbrella brand, website creation, social media engagement, and promotion of videos highlighting the actions of G7P funds (stories)).</p>
<p>Despite efforts from the headquarters, there is a potential for articulation that is only partially exploited in practice at the level of the countries studied. Complementarity is mainly manifested through the exchange of experience. In the countries studied, little articulation is observed, rather a de facto division of labor (absence of a focal point, lack of a dialogue mechanism with relatively siloed work for each of the funds, few exchanges between the funds).</p>	<p>Encourage G7P to enhance its efforts in local coordination: dialogue and coordination need to be strengthened at the country level (including an annual checkpoint at a minimum in pilot countries responsible for the engagement plan), appoint focal point(s) to facilitate this coordination (at a minimum for each sub-region of Africa), explore opportunities for joint funding more thoroughly, and ensure the sustainability of best practices (consistently invite implementation partners to feedback workshops), etc.</p> <p>Strengthening local coordination efforts will require an assessment of the necessary resources to enhance this coordination, whether from the UNSDN, implementation partners, or, as needed, through local support from the network of major donors (such as the French network abroad or the Gates Foundation). Establishing a decentralized G7P Secretariat<sup>13</sup> could also be an option worth exploring if resources permit.</p>

(13) In the spirit of D4D Hub African Union-European Union, which has a secretariat in Brussels and involves several implementing partners.

Continue to support the G7P to enhance its monitoring and evaluation efforts of its impact

Conclusions	Sub-recommendation
<p>The current framework for monitoring results does not provide a sufficiently detailed and transparent view of the actions implemented and the outcomes achieved, particularly regarding the distribution by covered countries.</p>	<p>Support the development of an intervention logic for G7P and a result monitoring framework (including a breakdown of indicators by country).</p>
<p>The results of the funds are difficult to distinguish from other initiatives carried out by partners (World Bank, African Development Bank, UNCDF).</p>	<p>Promote the clear definition of the work to be conducted by each fund/initiative under G7P to meet the exclusive objectives of digital financial inclusion for women.</p> <p>Urge them to establish a specific intervention logic for their work within the framework of G7P and to adopt a dedicated monitoring framework, aligned with G7P's future results monitoring framework.</p> <p>A methodological approach can be undertaken beforehand to identify activities considered as «primarily» contributing to G7P's objectives of digital financial inclusion for women (similar to OECD markers). The level of their contribution should be more explicitly detailed in G7P's reporting.</p>
<p>The result monitoring frameworks across the funds are not well standardized, making it challenging to compile a consolidated view of the outcomes achieved.</p>	<p>Standardize the monitoring and steering frameworks among donors to enable consolidated tracking of actions supported within the framework of G7P, while acknowledging the potential limits of data collection or reporting by each donor:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Leverage the ongoing efforts of the Gates Foundation in defining a results framework.</li> <li>• Share indicators among funds and donors that provide a detailed and comprehensive view of the needs identified in the countries.</li> </ul> <p>Improve the accountability of the actions/support provided, particularly regarding gender equality issues, to also promote their consideration at the strategic and operational levels. This can be achieved through:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promoting dialogue mechanisms with organized civil society, especially with networks of women entrepreneurs, women farmers, feminist CSOs, or those working on women's rights.</li> <li>• Encouraging the conduct of evaluation studies at both the fund level and the level of funded actions with a gender perspective to better analyze the relevance of these actions' approaches and the results/impacts generated, especially for women.</li> <li>• Ensuring access to the results of evaluations and the indicators monitored by the funds, particularly regarding the progress of projects and budget disbursements.</li> </ul>

### Strengthen France's levers for influence within the G7P

Conclusions	Sub-recommendation
<p>Low (or even zero) knowledge of G7P by the French network.</p> <p>Non-optimal mobilization of this network.</p> <p>Limited human resources to mobilize various levers of influence on all funds.</p> <p>Few synergies of G7P with French aid vectors.</p>	<p>Increase awareness of G7P within the French diplomatic network, increase its engagement and monitoring, particularly where there are significant issues (e.g., economic and visibility concerns).</p> <p>Promote stronger coordination with channels of French aid (e.g., AFD, civil society) and facilitate information sharing (e.g., require that representatives of Team France (Economic Service (SE(R)), Cooperation and Cultural Action Service (SCAC), AFD) be systematically included in events/meetings for the presentation of studies supported by funds).</p> <p>Remain attentive to the technological neutrality of funds/initiatives and study the opportunity to mobilise other levers of influence.</p> <p>Mobilize French expertise on digital identity and gender in particular (strengthening participation in steering bodies and mobilization of AFD/Proparco's knowledge productions, FERDI, civil society organizations, representatives of French industrialists, presence at events organized by the funds,...).</p>

# PARTIE 2

# RÉPONSES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR AUX RECOMMANDATIONS DU CONSULTANT

## RÉPONSES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR AUX RECOMMANDATIONS DU CONSULTANT

### Objectifs à rechercher et recommandations préconisées

### Réponses de la direction générale du Trésor

#### 1. Affiner le positionnement français au PG7 en termes de priorités géographiques et thématiques

##### Au niveau géographique :

- Considérant l'abandon de la liste des pays pauvres prioritaires et les difficultés entrevues au Sahel, relayer d'autres priorités géographiques prioritaires françaises au PG7 (PMA, Afrique francophone, États fragiles, pays en situation de vulnérabilité en lien avec les travaux de la FERDI).
- Encourager les fonds à préciser la ventilation de leurs actions/financements par pays/géographie d'intervention.

- La DG Trésor partage cette recommandation et s'engage à poursuivre la communication régulière des priorités géographiques françaises aux différents fonds. À noter que ces informations sont régulièrement présentées aux partenaires qui en font eux-mêmes la demande à chaque échange.
- La DG Trésor partage cette recommandation et convient de l'importance d'une ventilation systématique des actions et des financements par pays et par zone géographique d'intervention. Cela permettra non seulement de renforcer la transparence, mais aussi d'évaluer plus précisément dans quelle mesure ces priorités géographiques sont effectivement prises en compte dans l'allocation des financements, tout en ajustant, si nécessaire, les orientations stratégiques.

##### Au niveau thématique :

En ce qui concerne le soutien à l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique :

- Soutenir une mobilisation accrue des organismes de société civile (ex. : communautés de femmes *leaders*), au niveau stratégique (dans l'élaboration et la revue de la stratégie des fonds/initiatives) et au niveau technique/opérationnel, pour garantir la prise en compte effective des besoins et des enjeux liés à l'inclusion financière numérique des femmes aussi bien lors de la conception, la mise en œuvre et la restitution des résultats des projets soutenus. Les organisations ou personnes à associer peuvent être issues du *Women's Digital Financial Inclusion Advocacy Hub* et du *Advisory Panel on Women and Digital Financial Services in the CEMAC region*. Il peut aussi s'agir de fonds féministes comme IPBF, XOESE et FFMED (soutenus par l'AFD via le FSOF) ou de mouvements soutenus par ces fonds qui couvrent plusieurs géographies (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale surtout).
- Inciter les fonds/initiatives à renforcer leur expertise genre interne afin de renforcer la compréhension des équipes du système de genre, de ces effets. Le but est *in fine* de renforcer leur capacité d'analyse des projets/initiatives présentés en la matière, de prendre en compte ces enjeux dans le suivi-évaluation et de s'assurer que les modalités du fonds évitent *a minima* de renforcer les inégalités femmes-hommes.
- Promouvoir la réalisation de diagnostic genre et la réalisation de formations à destination des principales parties prenantes en matière de genre dans la phase de démarrage des projets/initiatives.

- La DG Trésor partage ces recommandations reconnaît l'importance de renforcer la mobilisation des organismes de société civile pour garantir une prise en compte adéquate des besoins liés à l'inclusion financière numérique des femmes. Le cas échéant et en fonction des échanges avec les fonds/initiatives, les modalités de mise en œuvre pourraient être spécifiées dans les conventions encadrant les financements.
- La DG Trésor partage cette recommandation et veillera à encourager une amélioration continue des compétences internes en matière de genre (formation internes pour les équipes en charge des projets...)
- La DG Trésor partage cette recommandation.
- Les fonds/initiatives considèrent déjà ces enjeux lors de la conception et l'implémentation des projets. Un effort de pédagogie pourra être déployé par la DG Trésor afin d'intégrer systématiquement la dimension nationale/régionale des stratégies d'inclusion financière des pays d'intervention.
- La DG Trésor a participé aux groupes de travail et au COPIL mis en place par le MEAE afin d'élaborer la nouvelle la Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe. Les activités suivies par la DG Trésor ont ainsi été présentées afin d'assurer une composante *autonomisation économique des femmes* dans le document final.

## Objectifs à rechercher et recommandations préconisées

## Réponses de la direction générale du Trésor

- Maintenir la mise en cohérence des actions des fonds avec les stratégies régionales et nationales d'inclusion financière numérique, en poursuivant les efforts d'intégration des problématiques genre dans ces stratégies.
- S'assurer de la prise en compte du soutien à l'inclusion financière numérique des femmes dans les travaux de la prochaine Stratégie internationale de la France pour l'égalité des femmes et des hommes (valorisation des actions de la DG Trésor).

## 2. Adosser à la contribution financière française une feuille de route vis-à-vis des fonds/initiatives soutenus

- Accompagner la dotation française aux fonds/initiatives d'une feuille de route vis-à-vis de ces fonds, en faire un suivi régulier (par exemple annuel) avec si besoin un échelonnement des versements à conditionner à l'atteinte d'objectifs/de conditions à respecter :

### Vis-à-vis du PG7 et des fonds dans leur ensemble :

- Au-delà de la mise en cohérence théorique de chaque fonds, exiger un document synthétique présentant :
  - une clarification de l'offre de service globale et la contribution de chaque fonds ;
  - des principes d'engagement au sein du PG7 pour définir des modalités de collaboration opérationnelles (cf. page 22) ;
  - comment les fonds peuvent atténuer les risques de redondance pratiques lorsqu'ils s'adressent à des cibles similaires (ex. : banques centrales, ministères du numérique) et selon des modalités d'intervention parfois semblables (assistance technique, activités d'analyse des besoins/études et recherches).
- L'objectif sera de mieux percevoir l'avantage comparatif de chacun dans la pratique et les synergies ou la division du travail optimales à favoriser sur le terrain.
- Définir des actions spécifiques qui sont soutenues (comme dans le cadre de DigiFi et d'APA) ou des typologies d'action à soutenir en priorité financièrement par la contribution française (en particulier s'agissant d'ID4D et ADFI) pour s'assurer que les montants mobilisés contribuent effectivement à l'atteinte des objectifs stratégiques français (notamment thématiques et géographiques). Prévoir une composante de communication pour valoriser les réalisations spécifiques découlant de la contribution française.
- S'assurer que pour l'ensemble des fonds, chaque projet soutenu contienne des actions directement à destination des femmes pour renforcer leurs compétences numériques et financières (*capacity building*).

- Les fonds/initiatives financées fournissent systématiquement des rapports annuels, semestriels ou trimestriels à la DG Trésor. Les rapports transmis par ADFI (trimestriel), APA et DigiFi (annuel) fournissent :
  - un état d'avancement détaillé pour chaque projet/étude financé ;
  - un plan de travail pour la période suivante ;
  - détails financiers (recettes et dépenses).

Les documents transmis par ID4D (semestriels) détaillent quant à eux les grandes priorités stratégiques de l'initiative sans préciser les éléments financiers du budget. Une liste d'indicateurs de résultat est annuellement transmise.

- La DG Trésor partage cette recommandation. Un document de redevabilité sur le PG7 est déjà rédigé et publié annuellement par le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies (UNSDSN). Si l'ensemble de ces détails y sont présentés, la DG Trésor pourra demander plus de précisions sur l'offre de service de chaque fonds/initiatives.
- Ce contrôle est déjà mis en œuvre par la DG Trésor lors des conseils de gouvernance et des échanges avec les équipes des différents fonds/initiatives.
- La DG Trésor partage cette recommandation.

## Objectifs à rechercher et recommandations préconisées

• S'assurer que pour l'ensemble des fonds, chaque projet soutenu intègre des actions de prévention aux effets négatifs sur l'inclusion financière/la santé financière des femmes en Afrique.

### Plus spécifiquement :

- Vis-à-vis d'ADFI : accélérer la mise en œuvre des actions soutenues (solliciter si besoin un plan d'accélération de l'appui de l'ADFI au PG7).
- Vis-à-vis de ID4D et DigiFI : renforcer la prise en compte des enjeux genre dans le cadre des projets de recherche ; exiger une meilleure articulation entre ces deux fonds.
- Vis-à-vis de ID4D exclusivement : rester attentif au respect systématique du principe de neutralité technologique.

## Réponses de la direction générale du Trésor

- La DG Trésor partage ces recommandations qui ont fait l'objet de plusieurs discussions lors d'entretiens bilatéraux (notamment concernant l'articulation ID4D et DigiFI).

### 3. Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer sa dimension partenariale et sa visibilité

- Encourager le PG7 à soutenir la mise en place de plans d'engagement conjoint au niveau de pays et d'une cartographie des actions soutenues par les fonds/initiatives. Ces plans d'engagement pourront être testés dans un format pilote dans des pays où l'activité des différents fonds est la plus importante et le besoin d'articulation entre eux est le plus souhaitable. Il paraît utile que cette coordination s'opère au niveau stratégique et opérationnel sur le plan des ressources humaines, techniques et financières afin de maximiser les synergies, ainsi que d'accroître la visibilité des activités du PG7, tout en favorisant la réplique de collaborations réussies dans d'autres pays.
- Le PG7 pourrait s'appuyer, en tant que de besoin, sur le réseau français à l'étranger (Services économiques, SCAC, AFD) pour fournir des apports à la formulation de ces plans stratégiques, pour contribuer à leur opérationnalisation (appui à la coordination en tant que de besoin) et à leur suivi.
- Soutenir la mise en place d'une stratégie et d'outils de communication externe au niveau du PG7 (ex. : définition d'une marque ombrelle commune, site internet, animation de réseaux sociaux, valorisation de vidéos valorisant l'action des fonds du PG7 (stories)).
- Encourager le PG7 à renforcer ses efforts d'articulation au niveau local : dialogue et coordination à renforcer au niveau pays (prévoir un point annuel *a minima* dans les pays pilotes en charge du plan d'engagement), désignation de point(s) focau(x) pour favoriser cette articulation (*a minima* par sous-région d'Afrique), recherche de financements conjoints à explorer davantage, bonnes pratiques à pérenniser (inviter systématiquement les partenaires de mise en œuvre à des ateliers de restitution), etc.

- La DG Trésor partage cette recommandation et pourra sensibiliser les membres du PG7 à ces plans d'engagement conjoint (au niveau des fonds/initiatives). Toutefois, il est important de noter que la mise en œuvre effective de cette recommandation dépendra des décisions prises par chaque fonds et initiative individuelle, ainsi que de leur capacité à intégrer ces plans d'engagement conjoint dans leurs stratégies opérationnelles.
- La DG Trésor partage cette recommandation. Des réunions annuelles/semestrielles pourront être organisées avec le réseau français à l'étranger afin de recueillir les informations de terrain nécessaires à l'élaboration de plans stratégiques cohérents.
- Les membres du PG7 échangent actuellement sur l'adoption d'une stratégie de communication commune.
- La DG Trésor partage cette recommandation. Si un travail de coordination est actuellement mis en œuvre au niveau des sièges des membres du PG7 (réunions mensuelles/trimestrielles), une stratégie au niveau local paraît nécessaire pour s'assurer de la complémentarité effective des actions menées par les différents fonds/initiatives.
- La DG Trésor partage cette recommandation et pourra proposer l'appui du réseau français à l'étranger.

**Objectifs à rechercher et recommandations  
préconisées**

**Réponses de la direction générale du Trésor**

• Le renforcement des efforts d'articulation au niveau local supposera d'établir un état des lieux des moyens nécessaires pour favoriser cette coordination, tant depuis l'UNSDN, que des partenaires de mise en œuvre, ou bien encore, en tant que de besoin, *via* un appui local du réseau des principaux donateurs (comme le réseau français à l'étranger ou la Fondation Gates). La mise en place un Secrétariat du PG7 décentralisé pourrait être une option à explorer aussi si les moyens le permettent.

**4. Continuer à accompagner le PG7 pour renforcer ses efforts de suivi-évaluation de son impact**

• Soutenir le développement d'une logique d'intervention du PG7 et d'un cadre de suivi des résultats (intégrant une déclinaison des indicateurs par pays).

• Inciter chaque fonds/initiative à délimiter le travail réalisé dans le cadre du PG7 afin de répondre aux objectifs exclusifs d'inclusion financière numérique des femmes.

• Les encourager à définir une logique d'intervention spécifique à leur travail dans le cadre du PG7 et à se doter d'un cadre de suivi dédié, aligné avec le futur cadre de suivi des résultats du PG7.

• Un travail méthodologique pourra être mené en amont sur les activités considérées comme contribuant « principalement » aux objectifs d'inclusion financière numérique des femmes du PG7 (à l'image des marqueurs de l'OCDE). Leur niveau de contribution sera à davantage expliciter dans le reporting du PG7.

• La DG Trésor partage cette recommandation qui permettra d'obtenir une vision fine et transparente des actions mises en œuvre et des résultats obtenus. La Fondation Bill & Melinda Gates travaille actuellement avec les autres membres du PG7 à la mise en place d'un cadre de résultat harmonisé au sein du Partenariat.

• Les actions menées par chaque fonds/initiative sont naturellement délimitées et présentées dans le document de redevabilité annuel rédigé et publié par l'UNSDSN. Des précisions supplémentaires pourront être demandées.

• La DG Trésor partage cette recommandation.

• La DG Trésor partage cette recommandation et proposera sa mise en œuvre aux fonds/initiatives.

• Homogénéiser les cadres de suivi et de pilotage entre les donateurs pour permettre un suivi consolidé des actions soutenues dans le cadre du PG7, tout en mettant les limites potentielles de collecte ou de reporting de chacun des donateurs:

- capitaliser sur les travaux en cours de la Fondation Gates sur la définition d'un cadre de résultats;
- partager entre les fonds et entre les donateurs des indicateurs permettant une vision fine et globale des besoins identifiés dans les pays.

• Améliorer la redevabilité des actions/ accompagnements octroyés, notamment sur les enjeux d'égalité F-H pour aussi favoriser leur prise en compte au niveau stratégique et opérationnel. Cela peut passer par:

- la promotion des mécanismes de dialogue avec la société civile organisée, particulièrement avec des réseaux de femmes entrepreneures, de femmes agricultrices, d'OSC féministes ou travaillant sur les droits des femmes.

• La DG Trésor partage ces recommandations.

## Objectifs à rechercher et recommandations préconisées

- La promotion de la réalisation d'études d'évaluation à la fois au niveau des fonds et au niveau des actions financées avec une perspective de genre pour mieux analyser la pertinence de l'approche de ces actions et les résultats/impacts générés, particulièrement auprès des femmes.
- Garantir l'accès aux résultats des évaluations et aux indicateurs suivis par les fonds, particulièrement en ce qui concerne l'état d'avancement des projets et des décaissements budgétaires.

## Réponses de la direction générale du Trésor

### 5. Renforcer les leviers de la France au service de son influence au PG7

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la sensibilisation au PG7 du réseau diplomatique français, sa mobilisation et son suivi en particulier lorsque des enjeux existent (ex. : économiques et de visibilité).</li> <li>• Favoriser un renforcement de l'articulation avec des vecteurs de l'aide française (ex. : AFD, société civile) et favoriser le partage d'information (ex. : exiger que soient associés systématiquement des représentants de l'Équipe France (SE(R), SCAC, AFD) à des événements/réunions de restitution d'études soutenus par des fonds).</li> <li>• Demeurer attentif à la neutralité technologique des fonds/ initiatives et étudier l'opportunité de mobiliser d'autres leviers d'influence.</li> <li>• Mobiliser l'expertise française sur l'identité numérique et le genre notamment (renforcement de la participation aux instances de pilotage et de la mobilisation des productions de connaissance de l'AFD/Proparco, FERDI, organismes de la société civile, représentants d'industriels français, présence aux événements organisés par les fonds...).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La DG Trésor partage cette recommandation. Des réunions annuelles/semestrielles d'information pourront être organisées avec le réseau français à l'étranger. Ces réunions permettront non seulement de sensibiliser les équipes sur les thématiques couvertes, mais aussi de mieux coordonner les actions de suivi et de mobilisation, en particulier lorsque des enjeux économiques ou de visibilité sont identifiés. Un rapport de suivi sera également envisagé pour évaluer l'impact de ces réunions et ajuster les actions de sensibilisation en fonction des priorités régionales.</li> <li>• La DG Trésor partage cette recommandation et reconnaît l'importance d'une meilleure coordination entre les différents acteurs afin de maximiser l'impact des initiatives soutenues.</li> <li>• La DG Trésor partage cette recommandation. Consciente des enjeux liés à la neutralité technologique des initiatives financées, une plateforme d'échange a été mise en place avec Medef International ainsi que les entreprises françaises concernées. Celle-ci permettra d'identifier de manière proactive les éventuels défis concernant la neutralité technologique des fonds et initiatives soutenus.</li> <li>• La DG Trésor partage cette recommandation.</li> </ul> |
|---|---|

# Composition du groupe de référence

## Président du groupe de référence

Florence Arestoff

## Comité technique

**Clarisse Senaya** DG Trésor – Multifin5

**Duncan Toulon** DG Trésor – Multifin5

**Kahina Yazidi** DG Trésor - UEAD

**Emmanuel Saillard** DG Trésor - UEAD

## Groupe de référence

**Marion Calloch** AFD

**Luc Jacolin** Banque de France

**Matthieu Boussichas** FERDI

